

Comptes annuels

Sommaire

Comptes annuels du Groupe	131	Compte de résultat
	132	Bilan
	134	Fonds propres
	135	Résultat global
	136	Tableau de financement
Annexe aux comptes annuels du Groupe	137	1 Exposé des principes comptables fondamentaux
	147	2 Investissements
	153	3 Instruments financiers dérivés
	155	4 Acquisitions
	156	5 Frais d'acquisition reportés (FAR) et valeur actuelle des bénéfices futurs (VABF)
	157	6 Dettes
	161	7 Provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres
	163	8 Informations relatives à la réassurance
	165	9 Fonds propres
	166	10 Impôts sur les bénéfices
	169	11 Engagements de prévoyance
	174	12 Rémunération en actions
	177	13 Rémunérations, participations et prêts des membres des organes dirigeants
	183	14 Engagements et engagements conditionnels
	184	15 Informations sur les segments d'activité
	191	16 Filiales, participations et entités à détenteurs de droits variables
	197	17 Provision pour restructuration
	198	18 Changements relatifs à la présentation et à la publication des informations du Groupe
	202	19 Événement subséquent
203	Rapport des réviseurs du Groupe	
Comptes annuels de la Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich	205	Rapport annuel
	207	Compte de résultat
	208	Bilan
	210	Annexe
	220	Proposition d'affectation du bénéfice
	221	Rapport de l'organe de révision
Exercices 1998 – 2007	222	

Compte de résultat

pour les exercices clôturés au 31 décembre

en millions CHF	Points de l'annexe	2006	2007
Produits			
Primes acquises	8,15	29 515	31 664
Produit des commissions des preneurs d'assurance	8,15	879	955
Résultat financier, net	2,15	7 991	10 692
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	2,15	2 106	-739
Autres produits		280	302
Total des produits		40 771	42 874
Charges			
Sinistres et frais de règlement des sinistres	7,8,15	-11 799	-12 065
Prestations vie et santé	8,15	-9 594	-11 112
Intérêts crédités aux preneurs d'assurance	15	-2 827	-2 120
Frais d'acquisition	8,15	-6 079	-6 499
Autres charges	15	-3 590	-4 077
Charges financières		-1 026	-1 814
Total des charges		-34 915	-37 687
Résultat avant impôts		5 856	5 187
Impôts sur les bénéfices	10	-1 296	-1 025
Résultat, net		4 560	4 162
Bénéfice par action, en CHF			
de base	9	13,49	11,95
dilué	9	12,53	11,23

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels du Groupe.

Voir le point 18 de l'annexe pour une description des changements relatifs à la présentation et à la publication.

Bilan

au 31 décembre

Actif

en millions CHF	Points de l'annexe	2006	2007
	2, 3		
Investissements			
Titres à revenu fixe :			
Disponibles à la vente, à la juste valeur (y compris 18 744 titres en 2006 et 9 045 titres en 2007 sujets aux prêts de titres et accords de prise en pension) (valeur du coût amorti : 2006 : 92 151 ; 2007 : 105 995)		93 127	107 810
De transaction (y compris 10 980 titres en 2006 et 15 000 titres en 2007 sujets aux prêts de titres et accords de prise en pension)		44 662	51 793
Actions :			
Disponibles à la vente, à la juste valeur (y compris 923 titres en 2006 et 1 528 titres en 2007 sujets aux prêts de titres et accords de prise en pension) (valeur du coût amorti : 2006 : 8 839 ; 2007 : 9 039)		10 845	10 759
De transaction		22 502	22 103
Prêts sur polices, prêts hypothécaires et autres prêts		8 074	7 414
Investissements immobiliers		4 227	2 682
Investissements à court terme, à la valeur du coût amorti (proche de la juste valeur)		9 757	8 786
Autres investissements		11 044	16 465
Total des investissements		204 238	227 812
Liquidités et équivalents de liquidités		13 606	11 531
Produits des investissements à recevoir		1 966	2 139
Primes à recevoir et autres créances		14 771	14 341
Créances de réassurance sur les sinistres non payés et prestations d'assurance	8	18 699	14 232
Créances pour dépôts auprès de cédantes		14 211	14 205
Frais d'acquisition reportés	5, 8	5 270	5 152
Valeur actuelle des bénéfices futurs sur polices acquises	5	7 550	6 769
Goodwill		4 838	4 897
Impôts recouvrables		714	1 049
Autres actifs		5 437	5 160
Total de l'actif		291 300	307 287

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels du Groupe.

Voir le point 18 de l'annexe pour une description des changements relatifs à la présentation et à la publication.

Passif

en millions CHF	Points de l'annexe	2006	2007
Engagements			
Provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres	7,8	95 011	88 528
Provisions techniques vie et santé	8	44 899	50 026
Provisions pour engagements cantonnés	8	42 834	41 340
Primes non acquises		8 025	7 722
Dépôts effectués par les rétrocessionnaires		10 531	8 377
Dettes nées des opérations de réassurance		6 832	5 384
Impôts à payer sur les bénéfices		866	679
Impôts différés et autres impôts non exigibles	10	2 685	3 817
Dettes à court terme	6	9 118	12 658
Comptes de régularisation et autres engagements		24 877	33 552
Dettes à long terme	6	14 738	23 337
Total des engagements		260 416	275 420
Fonds propres			
Actions ordinaires, valeur nominale : 0,10 CHF ; 2006 : 374 440 378 ; 2007 : 370 386 755 actions autorisées et émises		37	37
Primes d'émission		11 136	11 208
Actions auto-détenues		-272	-1 540
Autres éléments cumulés du résultat global :			
Plus-values latentes sur investissements, nettes d'impôts différés		2 230	3 119
Ecart de conversion cumulés		-205	-2 554
Ajustements cumulés pour prestations de retraite et autres prestations post-retraite		-724	-115
Total des autres éléments cumulés du résultat global		1 301	450
Bénéfice non distribué		18 682	21 712
Total des fonds propres		30 884	31 867
Total du passif		291 300	307 287

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels du Groupe.

Fonds propres

pour les exercices clôturés au 31 décembre

en millions CHF	2006	2007
Actions ordinaires		
Solde en début d'exercice	32	37
Emission d'actions ordinaires	5	
Solde en fin d'exercice	37	37
Primes d'émission		
Solde en début d'exercice	6 852	11 136
Emission d'actions ordinaires	4 234	38
Rémunération en actions	57	-18
Plus-values/moins-values de cession sur les actions auto-détenues	-7	52
Solde en fin d'exercice	11 136	11 208
Actions auto-détenues		
Solde en début d'exercice	-209	-272
Achat d'actions auto-détenues	-284	-2 574
Vente d'actions auto-détenues	221	1 306
Solde en fin d'exercice	-272	-1 540
Plus-values/moins-values latentes, nettes d'impôts		
Solde en début d'exercice	1 908	2 230
Variation en cours d'exercice	322	889
Solde en fin d'exercice	2 230	3 119
Ecart de conversion		
Solde en début d'exercice	971	-205
Variation en cours d'exercice	-1 176	-2 349
Solde en fin d'exercice	-205	-2 554
Ajustements pour prestations de retraite et autres prestations post-retraite		
Solde en début d'exercice	-59	-724
Variation en cours d'exercice	-665	609
Solde en fin d'exercice	-724	-115
Bénéfices non distribués		
Solde en début d'exercice	14 898	18 682
Résultat, net	4 560	4 162
Dividendes versés sur les actions ordinaires	-776	-1 162
Effet cumulatif de l'adoption de la FIN 48		30
Solde en fin d'exercice	18 682	21 712
Total des fonds propres	30 884	31 867

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels du Groupe.

Résultat global

pour les exercices clôturés au 31 décembre

en millions CHF	2006	2007
Résultat, net	4 560	4 162
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts :		
plus-values/moins-values latentes (impôts : 178 en 2006 et 213 en 2007)	322	889
Variation des écarts de conversion (impôts : 38 en 2006 et -201 en 2007)	-1 176	-2 349
Variation dans l'ajustement pour prestations de retraite (impôts : 210 en 2006 et -194 en 2007)	-665	609
Résultat global	3 041	3 311

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels du Groupe.

Tableau de financement

pour les exercices clôturés au 31 décembre

en millions CHF	2006	2007
Flux d'exploitation		
Résultat, net	4 560	4 162
Passage du bénéfice net à la capacité d'autofinancement d'exploitation :		
Dépréciation, amortissement et autres postes hors trésorerie	886	676
plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	-2 106	739
Variation :		
Provisions techniques, nettes	-2 140	-6 434
Créances pour dépôts auprès des cédantes et autres soldes de réassurance	524	-449
Autres actifs et engagements, nets	2 512	2 436
Impôts à payer sur les bénéfices/recouvrables	910	672
Produit des investissements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence, net de dividendes reçus	-375	-407
Positions de négoce, nettes	-10 966	-13 094
Titres achetés/cédés dans le cadre de convention de revente/rachat, nets	7 711	7 935
Flux d'exploitation, net	1 516	-3 764
Flux d'investissement		
Titres à revenu fixe :		
Titres cédés et échéances	59 045	51 584
Titres achetés	-46 105	-53 537
Acquisitions/cessions/échéances d'investissements à court terme, nettes	-4 149	980
Actions :		
Titres cédés	7 873	6 495
Titres achetés	-8 799	-6 244
Liquidités payées/reçues pour acquisitions/cessions et transactions de réassurance, nettes	-3 506	1 615
Acquisitions/cessions/échéances d'autres investissements, nettes	-1 394	-1 761
Flux d'investissement, net	2 965	-868
Flux de financement		
Emission de dettes à long terme	3 925	4 342
Emission/remboursement de dettes à court terme	-1 042	2 057
Emission d'actions	1 323	38
Achat/vente d'actions auto-détenues	-63	-2 303
Dividendes versés aux actionnaires	-776	-1 162
Flux de financement, net	3 367	2 972
Total des flux nets	7 848	-1 660
Reclassement dans les investissements à court terme	-2 451	
Impact de l'écart de conversion	-159	-415
Variation des liquidités et équivalents de liquidités	5 238	-2 075
Liquidités et équivalents de liquidités, au 1 ^{er} janvier	8 368	13 606
Liquidités et équivalents de liquidités, au 31 décembre	13 606	11 531

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels du Groupe.

Les intérêts payés en 2007 ont été de 2 018 millions CHF. Le Groupe a reclassé 2 451 millions CHF de liquidités dans les investissements à court terme en relation avec les dettes assumées dans le cadre d'Insurance Solutions en 2006. Le Groupe a converti une obligation remboursable en actions d'un montant total de 1 024 millions CHF, réduisant du même montant les actions auto-détenues.

Voir le point 18 de l'annexe pour une description des changements relatifs à la présentation et à la publication.

Annexe aux comptes annuels du Groupe

1 Exposé des principes comptables fondamentaux

Nature des opérations

Le groupe Swiss Re, dont le siège est à Zurich, en Suisse, comprend la Compagnie Suisse de Réassurances (la société mère, appelée « Swiss Re Zurich ») et ses filiales (appelées collectivement le « groupe Swiss Re » ou le « Groupe »). Le Groupe propose des couvertures de réassurance et d'autres produits et services connexes à des compagnies d'assurance et à d'autres catégories de clients à travers le monde via un réseau de représentations réparties dans plus de 25 pays ainsi que par l'intermédiaire de courtiers de réassurance.

Présentation des comptes

Les comptes annuels consolidés présentés en annexe ont été établis sur la base des principes comptables généralement acceptés aux Etats-Unis (US GAAP) et sont conformes à la législation suisse. Les comptes annuels du Groupe sont libellés en francs suisses (CHF), la monnaie du pays où Swiss Re Zurich a son siège social. Les transactions et compensations les plus significatives réalisées au sein du Groupe ont été éliminées pour la consolidation des comptes.

Afin de refléter l'intégration du segment Services Financiers dans la structure du Groupe, la présentation de certaines informations publiées dans les comptes annuels a été modifiée. Parmi les principaux changements figure le reclassement des actifs, des engagements et des courtages des Services Financiers dans les postes existants du bilan et du compte de résultat. Le tableau de financement et la présentation des différents segments ont été ajustés en conséquence. Voir le point 18 de l'annexe aux comptes annuels pour plus de détails sur les modifications apportées.

Principes de consolidation

Les comptes annuels du Groupe incluent les comptes annuels consolidés de Swiss Re Zurich et de ses filiales. Les entités que Swiss Re Zurich contrôle directement ou indirectement, en détenant la majorité des droits de vote, sont consolidées dans les comptes du Groupe. Le Groupe consolide également des entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles Swiss Re est le premier bénéficiaire. Les sociétés que Swiss Re Zurich ne contrôle pas mais sur lesquelles il exerce, directement ou indirectement, une influence importante sont prises en compte selon la méthode de mise en équivalence sous Autres investissements. La part du groupe Swiss Re dans les pertes ou les profits nets des sociétés dans lesquelles il possède une participation et qui sont prises en compte selon la méthode de mise en équivalence est incluse dans le résultat financier net. Les fonds propres et le bénéfice net de ces sociétés sont ajustés le cas échéant pour s'aligner sur les principes comptables du Groupe. Les résultats des filiales et des participations incluses dans les comptes selon la méthode de mise en équivalence sont intégrés dans les comptes annuels dès la date d'acquisition.

Rôle des estimations dans la préparation des comptes annuels

La préparation des comptes annuels implique que le management fasse des estimations et des appréciations substantielles qui ont une incidence sur les montants comptabilisés au titre des actifs, des engagements, des produits, des charges et des autres informations pertinentes comme les actifs et les engagements conditionnels. Les engagements du groupe Swiss Re pour les provisions pour sinistres, les frais de règlement des sinistres et les prestations d'assurance vie et santé comprennent des estimations pour les données (primes, sinistres et prestations) que les cédantes ne nous ont pas encore communiquées au moment de l'établissement des comptes annuels. En outre, le Groupe utilise certains instruments financiers et investit dans des titres de sociétés non cotées. Pour effectuer ces estimations, le Groupe se fonde sur des informations historiques, des analyses actuarielles, des modèles financiers et d'autres techniques d'analyse. Les résultats effectifs peuvent différer largement de ces estimations.

Réévaluation et conversion en monnaie étrangère

Les transactions libellées en monnaie étrangère sont réévaluées dans la monnaie fonctionnelle de la filiale concernée à des taux de change trimestriels moyens. Les actifs et les enga-

gements monétaires sont réévalués dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change de clôture tandis que les actifs et engagements non monétaires sont réévalués dans la monnaie fonctionnelle aux taux historiques. Les plus-values et les moins-values de réévaluation réalisées sur les actifs et les engagements monétaires ainsi que les actifs de transaction sont comptabilisés dans les bénéfices. Les plus-values et les moins-values de réévaluation réalisées sur les titres disponibles à la vente, ainsi que les participations dans des filiales et investissements pris en compte selon la méthode de mise en équivalence, sont comptabilisés dans les fonds propres.

A des fins de consolidation, les actifs et les engagements des filiales ayant des monnaies fonctionnelles autres que le franc suisse sont convertis de la monnaie fonctionnelle en francs suisses aux taux de change de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen. Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les fonds propres.

Valorisation des actifs financiers

La juste valeur de la majorité des instruments financiers du Groupe est basée sur les cours des marchés actifs ou sur les données disponibles. Ces instruments incluent les titres émis par des gouvernements ou des organisations gouvernementales, les billets de trésorerie, la plupart des titres de créance de sociétés de premier ordre, la plupart des titres de créance à rendement élevé, les instruments dérivés cotés en Bourse, la plupart des titres garantis par des prêts hypothécaires et des actifs, et les actions cotées.

Sur les marchés peu ou pas liquides, les spreads entre les cours acheteur et vendeur sont normalement supérieurs à ceux enregistrés sur les marchés hautement liquides. Des différences peuvent également apparaître entre les valeurs de marché impliquées par la garantie demandée par les contreparties et les prix observés sur les marchés. De telles conditions de marché affectent la valorisation de certaines catégories d'actifs du Groupe, comme des titres garantis par des actifs ainsi que certaines structures dérivées référant de telles catégories d'actifs. Pour ces actifs ou structures dérivées, le groupe Swiss Re utilise les cours ou les données dérivées des cours. Un processus distinct de vérification des prix, effectué en interne indépendamment de la fonction de négoce, permet un contrôle supplémentaire sur les prix du marché ou sur les données du marché utilisées pour estimer de tels actifs à leur juste valeur. Bien que la direction considère que des valeurs appropriées ont été attribuées à de tels actifs, les conditions actuelles du marché élèvent le niveau d'incertitude concernant ces valorisations. Les valorisations subséquentes pourraient différer largement des résultats du processus décrit précédemment.

Investissements

Les investissements du Groupe dans des titres à revenu fixe et dans des actions sont classés dans la catégorie Disponibles à la vente ou Actifs de transaction. Les titres à revenu fixe disponibles à la vente et les actions disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, fondée sur les cours des titres en Bourse, la différence entre le coût original et la juste valeur étant incluse dans les fonds propres. Les titres à revenu fixe et les actions de transaction sont reportés à la juste valeur, leurs plus-values et moins-values latentes étant comptabilisées dans les bénéfices.

Le coût des titres à revenu fixe et des actions est ramené à la juste valeur, un débit correspondant étant effectué au niveau des moins-values de cession sur investissements si la perte de valeur, exprimée en monnaie fonctionnelle, est autre que temporaire. Les récupérations subséquentes des pertes de valeur précédemment comptabilisées ne sont pas prises en compte. Les intérêts des titres à revenu fixe sont comptabilisés à leur acquisition dans le résultat financier net mais sont ajustés pour tenir compte de l'amortissement de primes d'achat ou de l'escompte d'achat. Les dividendes versés sur les actions sont comptabilisés sur la base de la

date ex-dividende. Les plus-values et moins-values de cession sont incluses dans les bénéfices et calculées selon la méthode du coût spécifique.

Les prêts sur polices, prêts hypothécaires et autres prêts sont reportés à la valeur du coût amorti (rendement effectif ou effective yield method), nets des créances estimées irrécouvrables.

Les investissements immobiliers que le Groupe entend conserver comme source de revenu sont comptabilisés à la valeur du coût amorti, nette de toute dépréciation pour perte de valeur vénale. Il y a dépréciation dès lors que la somme des flux financiers futurs estimés non escomptés résultant de l'utilisation du bien immobilier est inférieure à la valeur portée au bilan. Les pertes de valeur, dépréciations et autres charges ou crédits qui y sont liés sont inclus dans le résultat financier net. Les investissements immobiliers destinés à être vendus sont comptabilisés à la valeur d'acquisition ou à la juste valeur, en fonction du montant le plus bas, avec rabatement des frais de vente estimés, mais ne sont pas amortis. Les réductions de valeur comptable pour les investissements immobiliers destinés à être vendus sont incluses dans les moins-values de cession sur investissements.

Les investissements à court terme sont comptabilisés à la valeur du coût amorti, proche de la juste valeur. Le Groupe considère comme investissement à court terme les investissements hautement liquides dont l'échéance résiduelle à la date d'acquisition est supérieure à trois mois et inférieure ou égale à un an.

Les autres actifs investis incluent des sociétés affiliées, des sociétés comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, des instruments financiers dérivés et des investissements dont la juste valeur ne peut pas encore être déterminée (y compris les investissements dans des partenariats limités). Les investissements dans des partenariats limités dans lesquels la participation du Groupe est égale ou supérieure à 3 % sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence. Les investissements dans des partenariats limités dans lesquels la participation du Groupe est inférieure à 3 % et les investissements en actions dans des personnes morales non cotées en Bourse sont comptabilisés à la juste valeur estimée, les variations de la juste valeur étant comptabilisées comme plus-values/moins-values latentes dans les fonds propres.

Le Groupe participe à des opérations de prêt de titres en échange du versement d'une garantie et d'une commission. La politique du Groupe consiste à demander une garantie (espèces ou titres) équivalant à au moins 102 % de la valeur comptable des titres prêtés. Dans le cadre de certains arrangements, le Groupe peut prévoir d'accepter une garantie inférieure à 102 % si la structure de la transaction globale offre un degré de garantie équivalent. Les liquidités reçues comme garantie sont comptabilisées avec une obligation de restituer les liquidités en question. Les titres reçus comme garantie pouvant être cédés ou remis en gage sont aussi comptabilisés avec une obligation de restituer les titres en question. Les commissions sont comptabilisées sur toute la durée du prêt concerné.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Dans le cadre de sa gestion globale des risques, le Groupe recourt, pour sa stratégie de couvrage et de couverture, à toute une série d'instruments financiers dérivés, notamment les swaps, les options, les contrats forward et les futures cotés en Bourse. Les instruments financiers dérivés permettent, en premier lieu, de gérer l'exposition au risque de fluctuation des prix, des taux de change et/ou des taux d'intérêt des investissements prévus ou anticipés ainsi que des actifs ou engagements existants et également de garantir des conditions d'investissement attrayantes pour les fonds qui seront disponibles ultérieurement. Le Groupe comptabilise tous ses instruments dérivés dans le bilan à la juste valeur. Les instruments dérivés non désignés comme instruments de couverture sont ajustés à la juste valeur dans les bénéfices.

Si l'instrument dérivé est désigné comme opération de couverture de la juste valeur d'actifs ou d'engagements, les variations au niveau de la juste valeur de l'instrument dérivé en question sont comptabilisées dans les bénéfices avec les variations de juste valeur de l'élément couvert. Si l'instrument dérivé est désigné comme couverture de la variabilité des futurs flux de trésorerie attendus afférents à un risque particulier, les variations au niveau de la juste valeur de l'instrument dérivé sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'élément couvert soit comptabilisé dans les bénéfices. La partie inefficace de l'opération de couverture est comptabilisée dans les bénéfices. Lorsque la comptabilité de couverture n'est plus effectuée pour une couverture de flux de trésorerie, la plus-value ou la moins-value nette demeure sous Autres éléments cumulés du résultat global et est reclassée dans les bénéfices pour la période au cours de laquelle la transaction précédemment couverte est comptabilisée dans les bénéfices. Si le Groupe cesse la comptabilité de couverture parce qu'une transaction prévue n'est plus susceptible d'être réalisée durant la période requise, l'instrument dérivé continue d'être inscrit au bilan à la juste valeur et les plus-values et moins-values auparavant comptabilisées dans Autres éléments cumulés du résultat global sont comptabilisées dans les bénéfices.

Les actifs liés à des instruments financiers dérivés sont généralement comptabilisés sous Autres investissements et les engagements liés aux instruments financiers dérivés sont généralement comptabilisés sous Comptes de régularisation et autres engagements.

Le Groupe désigne également des instruments financiers monétaires non dérivés comme couverture du risque de change de ses investissements nets lors de certaines transactions à l'étranger. Dès le début de la relation de couverture, les plus-values et moins-values de réévaluation sur les instruments financiers monétaires non dérivés désignés et les plus-values et moins-values de conversion sur l'investissement net couvert sont comptabilisées comme plus-values et moins-values dans les fonds propres.

Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités comprennent l'encaisse, les dépôts à court terme, certains investissements à court terme dans des fonds de placement monétaires et des titres de créance hautement liquides dont l'échéance résiduelle à la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois.

Frais d'acquisition reportés

Variants en fonction des nouvelles affaires d'assurance et de réassurance et essentiellement liés à ces dernières, les frais d'acquisition sont reportés dans la mesure où l'on estime qu'ils seront couverts par le bénéfice brut à venir. Les frais d'acquisition reportés sont essentiellement composés de commissions. Les frais d'acquisition reportés pour les contrats de courte durée sont amortis en proportion des primes acquises. Le résultat financier futur est pris en considération quand il s'agit de déterminer la recouvrabilité des frais d'acquisition reportés pour les contrats de courte durée. Les frais d'acquisition reportés pour les contrats de longue

durée sont amortis sur toute la durée des contrats sous-jacents. Les frais d'acquisition reportés pour les contrats de type assurance vie universelle sont amortis sur la base de la valeur actuelle des bénéfices bruts estimés.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe applique la méthode comptable d'acquisition pour les regroupements d'entreprises. Selon cette méthode, le coût de l'entité acquise est imputé aux actifs et aux engagements acceptés en fonction de leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Les portefeuilles d'Admin Re® peuvent être acquis sous différentes formes juridiques, via l'acquisition du capital-actions d'une entité ou par l'intermédiaire d'une transaction de réassurance. La politique du Groupe consiste à traiter ces transactions de manière cohérente, indépendamment de la forme d'acquisition. Ainsi, le Groupe porte directement les actifs et engagements acquis au bilan. Les primes, les prestations vie et santé et d'autres postes du compte de résultat ne figurent pas dans le compte de résultat à la date d'acquisition.

Les actifs et engagements sous-jacents acquis sont par la suite comptabilisés conformément à la directive GAAP correspondante, notamment la directive spécifique applicable à la comptabilisation subséquente des actifs et engagements selon la méthode comptable d'acquisition, incluant la valeur actuelle des bénéfices futurs sur polices acquises, le goodwill et les autres actifs incorporels.

Valeur actuelle des bénéfices futurs sur polices acquises

La valeur actuelle des bénéfices futurs (VABF) pour les portefeuilles actifs est comptabilisée en lien avec les affaires vie et/ou santé nouvellement acquises. La valeur initiale est déterminée d'après une méthode actuarielle qui prévoit l'actualisation des bénéfices bruts futurs estimés et qui permet de jauger la valeur des affaires acquises. Les actifs correspondants sont amortis sur une base de rentabilité constante et sur la période comptable de l'affaire acquise, cette dernière pouvant généralement atteindre jusqu'à 30 ans; les provisions pour intérêts sont ajoutées dans le bilan au taux contractuel obtenu avant amortissement. La valeur comptable correspondant à la VABF est révisée périodiquement pour tenir compte d'éventuelles dépréciations. Les ajustements effectués pour perte de valeur sont comptabilisés dans le résultat pendant la période où est constatée la dépréciation.

Goodwill

L'excédent de prix d'acquisition des affaires par rapport à la juste valeur estimée des actifs nets acquis est comptabilisé comme goodwill et révisé périodiquement pour tenir compte d'éventuelles dépréciations. Les ajustements effectués pour perte de valeur sont comptabilisés dans le résultat pendant la période où est constatée la dépréciation.

Autres actifs

Sont inclus dans la catégorie Autres actifs les frais reportés pour la réassurance rétroactive, les actifs cantonnés, les primes de réassurance avancées, les biens immobiliers pour usage propre, les immobilisations corporelles, les revenus à recevoir, certains actifs incorporels et les actifs payés d'avance.

Est comptabilisée comme frais reportés la part estimée des engagements pour sinistres et frais de règlement des sinistres qui excède la contre-valeur reçue sur les contrats de réassurance rétroactive dommages, RC et accidents. Les frais reportés en lien avec des contrats de réassurance rétroactive sont amortis, au niveau des bénéfices, sur la période durant laquelle on peut s'attendre à devoir payer des indemnités au titre de sinistres.

Les actifs cantonnés sont comptabilisés à la juste valeur. Le rendement (y compris les intérêts, les dividendes, les plus-values et moins-values de cession et les variations des plus-values et moins-values latentes) des investissements dans des actifs cantonnés et les montants correspondants crédités au titulaire du contrat sont compensés sous le même poste dans les bénéfices.

Les biens immobiliers pour usage propre et les immobilisations corporelles sont comptabilisés après prise en considération du coût d'amortissement.

Capitalisation des frais de logiciels

Les frais de matériel et ceux engagés pour des services externes en vue du développement ou de l'obtention de logiciels à usage interne, les salaires et frais afférents des collaborateurs directement impliqués dans le développement de logiciels de même que les charges imputables au paiement des intérêts pendant la phase de développement de logiciels à usage interne sont capitalisés et amortis au niveau des bénéfices selon une méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée.

Impôts sur les bénéfices différés

Les impôts différés actifs et passifs sont comptabilisés à partir de la différence entre les valeurs comptables nettes affichées dans les comptes annuels et les valeurs ou taux d'imposition sur les bénéfices autorisés en vertu des réglementations fiscales et de la loi. Une réduction d'évaluation est accordée pour les avoirs en impôts différés quand il semble plutôt probable que tout ou partie des avoirs en impôts différés ne seront pas réalisés.

Provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres

Quand un événement assuré se produit, le montant des engagements pour sinistres et les frais de règlement des sinistres concernant les contrats de réassurance dommages, RC et accidents sont portés au bilan sur la base d'une estimation du coût final du sinistre et à partir de rapports et d'évaluations individuelles des cas envoyés par les cédantes. Une provision est constituée pour les sinistres survenus mais pas encore déclarés, calculée en fonction de l'expérience mais ajustée aux tendances actuelles et à tout facteur significatif. La définition du niveau approprié des provisions est un processus approximatif de par sa nature, qui implique des estimations et des décisions du management. Par conséquent, il ne peut être garanti que le montant final d'un sinistre ou que les frais de règlement des sinistres n'excéderont pas les provisions constituées. Ces estimations sont régulièrement revues et les ajustements afférents aux différences entre les estimations et les montants effectivement versés, d'une part, au titre des sinistres et, d'autre part, pour les variations des estimations, apparaissent dans le résultat de la période au cours de laquelle l'estimation change ou le versement est effectué.

Le Groupe n'actualise pas les engagements résultant de contrats d'assurance et de réassurance dommages, RC et accidents prospectifs, y compris les engagements actualisés pour l'établissement des comptes selon la réglementation américaine. Les engagements résultant de contrats d'assurance et de réassurance dommages, RC et accidents acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à la juste valeur conformément à la méthode comptable d'acquisition.

Les éléments relatifs à la sinistralité qui sont directement liés à un actif ou à un engagement de réassurance sont classés d'une manière qui soit cohérente avec la présentation de l'actif ou de l'engagement concerné.

Provisions techniques vie et santé

En général, les provisions techniques vie et santé sont calculées selon la méthode de calcul des provisions sur primes pures constantes (net level premium method), à partir d'hypothèses en matière de rendement des investissements, de mortalité, de retraits, de résiliations et de dividendes versés aux titulaires de polices. Les hypothèses sont émises à la date de conclusion du contrat ou d'achat, si le contrat a fait l'objet d'un rachat. Elles reposent sur des projections fondées sur l'expérience et tiennent compte d'éventuelles évolutions défavorables. Les hypothèses relatives aux intérêts sur les engagements en réassurance vie et santé prévoient une fourchette de 1% à 13%. Les estimations de taux de mortalité sont généralement fondées sur l'emploi de multiplicateurs éprouvés que l'on applique aux tables actuarielles basées sur l'expérience du secteur de l'assurance. Les engagements pour prestations sont renforcés dès qu'il est attesté que les flux de trésorerie futurs, y compris le résultat financier, ne suffisent pas à couvrir les prestations et les frais futurs.

Les engagements au titre des prestations pour polices accidents et santé consistent en des réserves mathématiques actives et une estimation de la valeur actuelle nette des coûts restants et finaux pour les sinistres survenus. Les réserves mathématiques actives comprennent les primes non acquises et les réserves complémentaires. La hauteur des réserves complémentaires est calculée selon la méthode de calcul des provisions sur primes pures constantes (net level premium method) et se fonde sur des hypothèses relatives au rendement des investissements et aux taux de mortalité et de morbidité. Les hypothèses sont fondées sur des projections faites à partir de l'expérience et comportent des provisions pour une éventuelle évolution défavorable.

Soldes de créances des assurés

Les soldes de créances des assurés sont liés aux contrats de type assurance vie universelle et aux contrats de placement. Les hypothèses relatives aux intérêts crédités sur les soldes de créances des assurés vont de 3% à 10%.

Les contrats de type assurance vie universelle sont des contrats d'assurance de longue durée permettant de percevoir soit un capital décès, soit une rente, avec des conditions qui ne sont ni fixes, ni garanties.

Les contrats de placement sont des contrats de longue durée n'impliquant pas de risque assurantiel important. Cela signifie que soit le risque de mortalité ou de morbidité est absent, soit il est associé aux caractéristiques des prestations d'assurance proposées dans le contrat et est insignifiant ou très peu probable. Les paiements perçus dans le cadre de contrats de placement sont comptabilisés dans les soldes de créances des assurés. Les actifs liés sont inclus dans l'actif général.

Les montants imputés aux preneurs d'assurance au titre de la mortalité, des frais administratifs et du rachat sont comptabilisés comme commissions. Les montants crédités aux preneurs d'assurance sont comptabilisés comme intérêts crédités aux preneurs d'assurance. Le résultat financier ainsi que les plus-values et moins-values de cession sur investissements attribuables aux preneurs d'assurance sont inclus dans le résultat financier net et les plus-values/moins-values de cession sur investissements nettes.

Dépôts effectués à l'actif et au passif

Les dépôts effectués à l'actif et au passif comprennent les montants conservés par la cédante ou le Groupe pour les affaires souscrites sur une base de fonds retenus, et les montants résultant de l'application de la méthode comptable de dépôt aux contrats d'assurance et de réassurance qui n'indemnisent pas la cédante ni le Groupe en cas de perte ou de responsabilité civile liée au risque d'assurance.

Selon la méthode comptable de dépôt, l'actif ou le passif du dépôt est évalué initialement sur la base de la contrepartie payée ou reçue. Pour les contrats ne transférant pas de risque d'échéance ou de souscription significatif et les contrats transférant uniquement un risque d'échéance significatif, les changements dans l'estimation des échéances ou des montants des flux de trésorerie sont pris en compte en recalculant le rendement effectif. Le dépôt est ensuite ajusté au montant qui aurait existé si le nouveau rendement effectif avait été appliqué dès la prise d'effet du contrat. Les produits et charges comptabilisés pour de tels contrats sont inclus dans le résultat financier net. Pour les contrats transférant uniquement un risque de souscription significatif, lorsqu'un sinistre survient, le dépôt est ajusté à hauteur de la valeur actuelle du sinistre survenu. A chaque date de clôture de bilan subséquente, la portion du dépôt imputable au sinistre survenu est recalculée en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés. Les changements de la valeur comptable du dépôt qui en résultent sont comptabilisés dans les sinistres et frais de règlement des sinistres.

Primes

Les primes de réassurance dommages, RC et accidents sont comptabilisées une fois qu'elles ont été émises et incluent une estimation des primes émises à recevoir à la fin de la période. Les primes acquises sont généralement comptabilisées dans le résultat durant la période contractuelle et proportionnellement à la part de réassurance accordée. Les primes non acquises représentent la portion restante de la couverture de réassurance accordée. Les primes de réassurance vie sont acquises lors de leur échéance. Les prestations correspondantes sont comptabilisées en fonction de la prime afférente ou du bénéfice brut, de sorte que les bénéfices sont répartis sur la durée de vie attendue des polices.

Les primes de réassurance vie et santé pour les couvertures collectives sont généralement versées tout au long de la durée de couverture. Pour les contrats collectifs prévoyant un ajustement des primes en fonction de la sinistralité, le montant des primes est constaté au moment où a lieu le sinistre.

Rétrocessions

Le Groupe utilise la rétrocession pour accroître sa capacité globale de souscription, pour diversifier ses risques et pour réduire le risque de sinistres catastrophiques sur les garanties accordées. La cession de risques à des rétrocessionnaires ne délie pas le Groupe de ses obligations envers les cédantes. Le Groupe estime régulièrement la situation financière de ses rétrocessionnaires et contrôle la concentration de risques de crédit afin de minimiser son exposition à des pertes découlant de l'insolvabilité des rétrocessionnaires. Les primes et les sinistres cédés au moyen de contrats de rétrocession provoquent une réduction des primes acquises et des sinistres et frais de règlement des sinistres. Les montants recouvrables pour les contrats de courte et longue durée, y compris les contrats de type assurance vie universelle et les contrats de placement, sont considérés comme des actifs dans le bilan consolidé.

Le Groupe prévoit des réserves destinées à combler les montants irrécouvrables liés aux risques réassurantiels; il les fixe sur la base de la probabilité estimée par le management de récupérer les soldes existants.

Pensions et autres prestations post-retraite

Le Groupe comptabilise les pensions et les autres prestations post-retraite selon la méthode comptable du report variable. Les montants reportés au titre des charges découlent de calculs actuariels périodiques.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le Groupe a un plan d'encouragement de la performance à long terme, un plan d'options fixe, un plan d'actions restreintes et un plan d'actionnariat salarié. Ces plans sont décrits de manière plus détaillée au point 12 de l'annexe aux comptes annuels. Le Groupe comptabilise les transactions réalisées avec les collaborateurs dont le paiement est fondé sur des actions en utilisant la méthode de la juste valeur. Selon cette méthode, la juste valeur des rémunérations est comptabilisée dans les résultats sur la période d'acquisition.

Pour les plans de rémunération fondés sur des actions faisant l'objet d'un paiement en espèces, les coûts de rémunération sont comptabilisés comme des engagements. Pour les plans faisant l'objet d'un paiement en actions, les coûts de rémunération sont comptabilisés dans les fonds propres (primes d'émission).

Actions auto-détenues

Les actions auto-détenues sont comptabilisées séparément dans les fonds propres à la valeur d'acquisition. Les actions auto-détenues comprennent aussi des instruments dérivés individuels indexés aux actions du Groupe qui remplissent les exigences de classification dans les fonds propres ainsi que des instruments dérivés intégrés indexés aux actions du Groupe qui sont dissociés du contrat hôte et remplissent les exigences de classification dans les fonds propres.

Bénéfice par action ordinaire

Le bénéfice par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net disponible par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ouvrant droit à dividende durant l'exercice. Le bénéfice dilué par action ordinaire révèle l'effet des titres dilutifs sur le bénéfice et le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Nouvelles règles comptables

En juin 2006, le Financial Accounting Standards Board a publié l'interprétation n° 48 «Accounting for Uncertainty in Income Taxes» («FIN 48»). La FIN 48 clarifie la comptabilisation dans le cadre de l'impôt sur les bénéfices en imposant un seuil de comptabilisation qu'une position fiscale doit atteindre pour être comptabilisée dans les comptes annuels. Elle fournit également des indications concernant la décomptabilisation, l'évaluation, la classification, les intérêts et pénalités, la comptabilité durant les périodes intérimaires, les informations à fournir et la transition. Swiss Re a adopté la FIN 48 au 1^{er} janvier 2007. L'impact des dispositions qu'elle contient est décrit au point 10 de l'annexe aux comptes annuels.

En septembre 2006, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS n° 158 intitulée «Employers Accounting for Defined Benefit Pension and Other Post Retirement Plans» («SFAS 158»). La norme SFAS 158 exige de l'employeur qu'il inscrive la situation de surcapitalisation ou de sous-capitalisation des plans post-retraite à prestations définies à l'actif ou au passif de son bilan et qu'il comptabilise les variations de la situation de capitalisation dans l'exercice au cours duquel les variations se produisent par l'intermédiaire du résultat global. Le Groupe a adopté les dispositions de la norme SFAS 158 pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006, à l'exception de la disposition concernant l'évaluation des actifs des plans et des engagements de prévoyance à la date du bilan de l'employeur dans le cadre de la clôture de l'exercice fiscal. Le Groupe adoptera cette disposition finale au premier trimestre 2008.

En septembre 2005, l'AICPA a publié la SOP 05-1 «Accounting by Insurance Enterprises for Deferred Acquisition Costs in Connection With Modifications or Exchanges of Insurance Contracts» («SOP 05-1»). L'adoption de cette norme au 1^{er} janvier 2007 n'a pas eu d'impact notable sur les comptes annuels du Groupe.

En septembre 2006, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS n° 157 «Fair Value Measurements» («SFAS 157»). La SFAS 157 fournit une nouvelle définition et un nouveau cadre pour déterminer la juste valeur et étend les informations à communiquer concernant les actifs et les engagements comptabilisés à la juste valeur. Elle s'applique à tous les actifs et engagements évalués à la juste valeur qui sont requis ou autorisés par d'autres normes, sauf exceptions limitées. Le Groupe adoptera la SFAS 157 au premier trimestre 2008.

En février 2007, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS n° 159 «Fair Value Option for Financial Assets and Financial Liabilities» («SFAS 159»). La SFAS 159 permet aux entités de choisir d'évaluer des actifs et des engagements financiers spécifiés à la juste valeur instrument par instrument, et étend la possibilité de recourir aux évaluations à la juste valeur pour les instruments financiers et certains autres éléments dont l'évaluation à la juste valeur n'est actuellement pas permise. La SFAS 159 fournit en outre des indications quant à la présentation des comptes annuels et pose des exigences en matière de publication. Le Groupe adoptera la SFAS 159 au premier trimestre 2008.

2 Investissements

Voir le point 18 de l'annexe pour une description des changements relatifs à la présentation et à la publication.

Résultat financier

Résultat financier net, ventilé par catégorie :

en millions CHF	2006	2007
Titres à revenu fixe	5 732	7 516
Actions	721	888
Prêts sur polices, prêts hypothécaires et autres prêts	618	604
Investissements immobiliers	156	221
Investissements à court terme	355	494
Autres investissements	48	577
Part de Swiss Re aux bénéfices des participations prises en compte selon la méthode de mise en équivalence	389	410
Liquidités et équivalents de liquidités	294	351
Dépôts auprès des cédantes	680	777
Résultat financier, brut	8 993	11 838
Charge des investissements	-404	-612
Charges d'intérêt relatives aux dépôts	-598	-534
Résultat financier, net	7 991	10 692

Les dividendes provenant des investissements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence se sont élevés à 14 millions CHF en 2006 et à 3 millions CHF en 2007.

Le résultat financier net comprend le résultat des affaires en unités de compte de 670 millions CHF en 2006 et 749 millions CHF en 2007, qui est crédité aux preneurs d'assurance en unités de compte.

Plus-values et moins-values de cession

Les plus-values et moins-values de cession sur les titres à revenu fixe, les actions et les autres investissements ont été les suivantes :

en millions CHF	2006	2007
Titres à revenu fixe disponibles à la vente		
Plus-values de cession, brutes	922	621
Moins-values de cession, brutes	-591	-670
Actions disponibles à la vente		
Plus-values de cession, brutes	1 151	1 714
Moins-values de cession, brutes	-189	-159
Pertes de valeur autres que temporaires	-156	-647
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes sur actifs de transaction	439	-917
Variation des plus-values latentes sur investissements, nettes sur actifs de transaction	1 763	298
Autres investissements		
Plus-values de cession/latentes brutes	56	356
Pertes de cours	-1 289	-1 335
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	2 106	-739

En 2007, le produit des titres à revenu fixe disponibles à la vente s'est élevé à 44 356 millions CHF (contre 53 720 millions CHF en 2006) et les ventes d'actions disponibles à la vente se sont élevées à 6 668 millions CHF (contre 7 881 millions CHF en 2006).

plus-values/moins-values de cession sur investissements nettes comprennent le résultat des affaires en unités de compte, de 1 319 millions CHF en 2006 et 512 millions CHF en 2007, qui est crédité aux preneurs d'assurance en unités de compte.

Investissements disponibles à la vente

La valeur du coût amorti, ou prix d'achat, et la juste valeur estimée des investissements dans des titres à revenu fixe et dans des actions disponibles à la vente se sont montées à :

au 31 décembre 2006 en millions CHF	Valeur du coût amorti ou prix d'achat	Plus-values latentes, brutes	Moins-values latentes, brutes	Juste valeur (estimation)
Titres de créance émis par des gouvernements ou des organisations gouvernementales :				
Trésor américain et autres sociétés et orga- nisations gouvernementales américaines	29 555	190	-598	29 147
Etats des Etats-Unis d'Amérique et subdivisions politiques des Etats	676	34	-2	708
Royaume-Uni	5 280	87	-54	5 313
Canada	3 239	755	-12	3 982
Allemagne	2 293	4	-28	2 269
France	1 537	12	-18	1 531
Autres	7 455	212	-66	7 601
Total	50 035	1 294	-778	50 551
Titres de créance de sociétés	26 836	921	-373	27 384
Titres garantis par des prêts hypothécaires et des actifs	15 280	102	-190	15 192
Titres à revenu fixe disponibles à la vente	92 151	2 317	-1 341	93 127
Actions disponibles à la vente	8 839	2 268	-262	10 845

au 31 décembre 2007 en millions CHF	Valeur du coût amorti ou prix d'achat	Plus-values latentes, brutes	Moins-values latentes, brutes	Juste valeur (estimation)
Titres de créance émis par des gouvernements ou des organisations gouvernementales :				
Trésor américain et autres sociétés et orga- nisations gouvernementales américaines	22 743	678	-96	23 325
Etats des Etats-Unis d'Amérique et subdivisions politiques des Etats	1 417	46	-11	1 452
Royaume-Uni	11 096	261	-65	11 292
Canada	3 708	1 040	-4	4 744
Allemagne	2 228	50	-22	2 256
France	1 196	11	-24	1 183
Autres	7 293	281	-41	7 533
Total	49 681	2 367	-263	51 785
Titres de créance de sociétés	25 117	650	-747	25 020
Titres garantis par des prêts hypothécaires et des actifs	31 197	246	-438	31 005
Titres à revenu fixe disponibles à la vente	105 995	3 263	-1 448	107 810
Actions disponibles à la vente	9 039	2 205	-485	10 759

Après la date du bilan, le Groupe a décidé de vendre, et a vendu, une partie importante de son portefeuille géré pour compte propre d'actions disponibles à la vente en réponse aux récentes évolutions du marché.

Investissements de transaction

Les titres à revenu fixe et les actions classés comme actifs de transaction étaient les suivants :

en millions CHF	2006	2007
Titres de créance émis par des gouvernements ou des organisations gouvernementales	14 609	14 738
Titres de créance de sociétés	17 911	18 894
Titres garantis par des prêts hypothécaires et des actifs	12 142	18 161
Titres à revenu fixe de transaction	44 662	51 793
Actions de transaction	22 502	22 103

Echéance des titres à revenu fixe disponibles à la vente

La valeur du coût amorti, ou prix d'achat, et la juste valeur estimée des investissements dans des titres à revenu fixe, ventilés par échéance résiduelle, sont indiquées dans le tableau ci-après. Le Groupe part du principe que les investissements dans des titres à échéance fixe ne seront pas rachetés avant la date stipulée. Aux 31 décembre 2006 et 2007, les titres à revenu fixe exigibles représentaient l'équivalent de respectivement 5 426 millions CHF et 5 169 millions CHF.

au 31 décembre en millions CHF	2006		2007	
	Valeur du coût amorti ou prix d'achat	Juste valeur (estimation)	Valeur du coût amorti ou prix d'achat	Juste valeur (estimation)
Echéance < 1 an	5 768	5 804	6 643	4 149
1 an < échéance < 5 ans	26 196	26 171	20 156	23 241
5 ans < échéance < 10 ans	19 224	19 129	17 819	18 075
Echéance > 10 ans	25 683	26 831	30 180	31 340
Titres garantis par des prêts hypothécaires et des actifs sans échéance fixe	15 280	15 192	31 197	31 005
Total des titres à revenu fixe disponibles à la vente	92 151	93 127	105 995	107 810

Actifs déposés ou donnés en nantissement

Aux 31 décembre 2006 et 2007, la valeur comptable des actifs déposés auprès d'autorités de surveillance, conformément à la réglementation nationale, s'élevait respectivement à 1 565 millions CHF et à 1 438 millions CHF.

Aux 31 décembre 2006 et 2007, la valeur comptable des actifs (y compris les liquidités et équivalents de liquidités) déposés ou mis en gage pour garantir des engagements de réassurance s'élevait respectivement à 14 728 millions CHF et à 9 262 millions CHF.

Le Groupe a ajusté sa classification des actifs déposés ou remis en gage afin d'assurer certains engagements de réassurance au titre de 2006. Cette révision n'a pas d'impact sur les postes du bilan, les fonds propres et le résultat net présentés.

Garanties acceptées que le Groupe a le droit de céder ou de remettre en gage

Aux 31 décembre 2006 et 2007, la juste valeur des emprunts d'Etat et des obligations d'entreprise reçus à titre de garantie s'élevait à 6 502 millions CHF et 17 142 millions CHF respectivement. Sur ce montant, 5 450 millions CHF au 31 décembre 2006 et 16 802 millions CHF au 31 décembre 2007 ont été cédés ou remis en gage pour régler des positions courtes d'emprunt d'Etat. Les sources des garanties sont des contreparties du marché bancaire au bénéfice d'une très bonne notation.

Moins-values latentes sur titres à revenu fixe disponibles à la vente

Le tableau suivant indique la juste valeur et les moins-values latentes sur les titres à revenu fixe du Groupe, regroupés par catégorie d'investissement et selon la période pendant laquelle les titres individuels ont été continuellement en position de moins-value latente, au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007. Une baisse continue de la valeur des actions disponibles à la vente pendant plus de douze mois est considérée comme « autre que temporaire » et comptabilisée comme plus-value/moins-value de cession sur investissements nette dans le compte de résultat. Par conséquent, les moins-values latentes brutes sur les actions disponibles à la vente, soit 262 millions CHF au 31 décembre 2006 et 485 millions CHF au 31 décembre 2007, concernent des pertes de valeur sur une période inférieure à 12 mois.

au 31 décembre 2006 en millions CHF	Moins de 12 mois		12 mois et plus		Juste valeur	Total Moins- values latentes
	Juste valeur	Moins- values latentes	Juste valeur	Moins- values latentes		
Titres de créance émis par des gouvernements ou des organisations gouvernementales						
	20 633	295	13 443	483	34 076	778
Titres de créance de sociétés						
	6 362	104	2 618	269	8 980	373
Titres garantis par des prêts hypothécaires et des actifs						
	4 939	51	4 138	139	9 077	190
Total	31 934	450	20 199	891	52 133	1 341

au 31 décembre 2007 en millions CHF	Moins de 12 mois		12 mois et plus		Juste valeur	Total Moins- values latentes
	Juste valeur	Moins- values latentes	Juste valeur	Moins- values latentes		
Titres de créance émis par des gouvernements ou des organisations gouvernementales						
	6 960	79	6 349	184	13 309	263
Titres de créance de sociétés						
	9 379	432	3 495	315	12 874	747
Titres garantis par des prêts hypothécaires et des actifs						
	11 044	317	4 573	121	15 617	438
Total	27 383	828	14 417	620	41 800	1 448

La détermination de la nature temporaire ou autre que temporaire de la perte de valeur des actions et des titres à revenu fixe disponibles à la vente à la date du bilan repose sur l'appréciation au cas par cas des motifs de la baisse de valeur. Cette évaluation comprend : (a) une évaluation de la durée et de l'ampleur de la perte de valeur ; (b) l'examen de la performance financière et des perspectives pour l'environnement économique et le secteur dans lesquels opère l'émetteur ; (c) l'examen de la performance financière et des perspectives pour l'émetteur par rapport à celles des homologues du secteur ; et (d) l'analyse de tout autre facteur, notation comprise, susceptible d'affecter l'intention et l'aptitude du Groupe à détenir l'actif suffisamment longtemps pour permettre une reprise de valeur anticipée. Les baisses de valeur autres que temporaires sur les actions et les titres à revenu fixe disponibles à la vente sont considérées comme plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes dans le compte de résultat.

Le Groupe peut vendre à perte des actions ou des titres à revenu fixe disponibles à la vente lors de périodes subséquentes après avoir affirmé son intention et sa capacité de détenir de tels titres jusqu'à une reprise de valeur. De telles ventes peuvent uniquement avoir lieu en réponse à l'évolution des conditions de marché ou à d'autres circonstances survenant après la date du bilan. En conséquence, le Groupe comptabilise les moins-values de cession associées pour la période durant laquelle la décision de vendre les titres a été prise.

Prêts hypothécaires, prêts et investissements immobiliers

Aux 31 décembre 2006 et 2007, les investissements sous la forme de prêts hypothécaires et autres prêts et les investissements immobiliers étaient ventilés comme suit :

en millions CHF	2006		2007	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts sur polices, prêts hypothécaires et autres prêts	8 074	8 074	7 414	7 414
Investissements immobiliers	4 227	5 389	2 682	3 937

Aux 31 décembre 2006 et 2007, les investissements du Groupe dans des prêts hypothécaires et d'autres prêts comprenaient des prêts accordés à des employés pour un montant de respectivement 231 millions CHF et 216 millions CHF, ainsi que des prêts accordés à des cadres pour un montant de respectivement 388 millions CHF et 415 millions CHF. Dans leur majorité, il s'agit de prêts hypothécaires proposés à des taux d'intérêt fixes et variables.

Aux 31 décembre 2006 et 2007, les investissements immobiliers englobaient des biens immobiliers destinés à être vendus représentant respectivement 67 millions CHF et 64 millions CHF.

La dotation aux amortissements pour les biens immobiliers producteurs de revenu s'est montée à 34 millions CHF en 2006 et à 57 millions CHF en 2007. Les amortissements sur les investissements immobiliers ont totalisé 444 millions CHF au 31 décembre 2006 et 508 millions CHF au 31 décembre 2007.

En règle générale, les prêts hypothécaires et les autres prêts sont garantis par des immeubles, des terrains ou des polices sous-jacentes. Les chances de recouvrement des créances sont régulièrement réévaluées et des provisions pour créances irrécouvrables sont constituées.

3 Instruments financiers dérivés

Conformément à sa stratégie de gestion globale des risques, le Groupe recourt, dans le cadre de ses stratégies de courtage et de couverture, à toute une série d'instruments dérivés, notamment les swaps, les options, les contrats forward, les instruments dérivés de crédit et les futures cotés en Bourse. L'objectif est entre autres de gérer l'exposition aux risques monétaires, de change et/ou de taux d'intérêt sur les acquisitions d'investissement prévues ou anticipées, sur les actifs ou sur les engagements existants, et d'obtenir des conditions d'investissement attrayantes pour les fonds disponibles à l'avenir.

Les justes valeurs représentent les montants bruts de valeur comptable à la clôture pour chaque catégorie de contrat dérivé détenu ou émis par le Groupe. Les justes valeurs ci-après ne renseignent pas sur le risque de crédit car de nombreuses transactions hors Bourse sont conclues selon les accords-cadres ISDA ou équivalents. Pour le management, ces accords fournissent une compensation applicable légalement en cas de défaillance, ce qui réduit l'exposition au risque de crédit.

La perte maximale possible en cas de défaillance de toutes les contreparties et basée sur le coût de remplacement sur le marché était d'environ 2 220 millions CHF au 31 décembre 2006 et de 6 713 millions CHF au 31 décembre 2007. Ces valeurs sont nettes des montants recouvrables selon les droits de compensation et les accords-cadres conclus avec plusieurs contreparties. Les justes valeurs des instruments dérivés en circulation aux 31 décembre 2006 et 2007 sont indiquées dans le tableau figurant à la page suivante.

en millions CHF	2006		Valeur comptable des actifs/engagements	2007		Valeur comptable des actifs/engagements
	Juste valeur positive	Juste valeur négative		Juste valeur positive	Juste valeur négative	
Instruments dérivés sur taux d'intérêt						
Forwards et futures	24	-71	-47	88	-396	-308
Swaps	2 863	-3 062	-199	5 330	-5 483	-153
Autres investissements				101	-101	
Total	2 887	-3 133	-246	5 519	-5 980	-461
Instruments dérivés sur actions et indices						
Forwards et futures	260	-343	-83	670	-672	-2
Options	1 999	-2 146	-147	2 763	-1 997	766
Swaps	202	-148	54	290	-131	159
Autres investissements		-11	-11	57	-11	46
Total	2 461	-2 648	-187	3 780	-2 811	969
Devises						
Options	279	-284	-5	407	-359	48
Swaps	1 286	-1 496	-210	2 034	-2 821	-787
Total	1 565	-1 780	-215	2 441	-3 180	-739
Autres instruments dérivés						
Instruments dérivés de crédit	1 427	-1 041	386	4 011	-4 071	-60
Instruments dérivés catastrophe				1	-11	-10
Instruments dérivés météo	95	-124	-29	3	-12	-9
Autres investissements	133	-205	-72	40	-97	-57
Total	1 655	-1 370	285	4 055	-4 191	-136
Total des instruments financiers dérivés						
	8 568	-8 931	-363	15 795	-16 162	-367

Le Groupe équilibre les actifs et engagements liés aux instruments dérivés, y compris certains contrats de garantie liés à des dérivés pour lesquels un droit d'équilibrage existe dans les accords de compensation globale. Les autres investissements incluent les instruments financiers dérivés avec une juste valeur de 2 804 millions CHF au 31 décembre 2006 et 6 168 millions CHF au 31 décembre 2007. Le compte de régularisation et autres engagements inclut les instruments financiers dérivés avec une juste valeur de 3 167 millions CHF au 31 décembre 2006 et 6 535 millions CHF au 31 décembre 2007. Ces instruments financiers dérivés incluent des opérations de couverture de flux de trésorerie avec une juste valeur de 31 millions CHF au 31 décembre 2006 et 21 millions CHF au 31 décembre 2007.

Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger

Le Groupe désigne des instruments financiers monétaires non dérivés comme couverture du risque de change de ses investissements nets lors de certaines transactions à l'étranger.

Pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2006 et 2007, le Groupe a comptabilisé dans les fonds propres des moins-values latentes nettes de réévaluation en monnaies étrangères de 96 millions CHF et 668 millions CHF respectivement. Elles viennent contrebalancer les plus-values et moins-values de conversion sur les investissements nets couverts.

4 Acquisitions

Le 9 juin 2006, Swiss Re a finalisé l'acquisition de l'intégralité des actions ordinaires en circulation de GE Insurance Solutions Corporation, à l'exception de ses activités vie et santé aux Etats-Unis et de certains actifs et engagements de General Electric Company.

Le prix d'achat a été alloué sur la base d'une estimation préliminaire de la juste valeur des actifs acquis et des engagements assumés à la date d'acquisition.

Les provisions pour les risques réassurantiels et rétrocédés des branches dommages, RC et accidents ont été ajustées selon une estimation de leur juste valeur à la date d'acquisition. Ces estimations incluent la meilleure estimation des paiements pour sinistres finalement effectués et des reçus ainsi que l'échéance de ces paiements. Les paiements estimés ont été actualisés et ajustés selon le coût attendu de la détention de capital pour le soutien des actifs et des engagements de réassurance.

Dans le cadre de l'acquisition, Swiss Re a identifié certains domaines, principalement en rapport avec les provisions dommages, RC et accidents, pour lesquels de plus amples informations s'avèrent nécessaires. Après avoir obtenu ces informations, Swiss Re a revu son estimation initiale en suivant la méthodologie présentée plus haut.

L'estimation ainsi modifiée a débouché sur une augmentation des provisions dommages, RC et accidents, nette d'impôts, de 333 millions CHF, partiellement compensée par d'autres révisions des actifs acquis et engagements assumés et s'accompagnant d'une progression nette du goodwill de 249 millions CHF au deuxième trimestre 2007 par rapport à fin 2006.

5 Frais d'acquisition reportés (FAR) et valeur actuelle des bénéfiques futurs (VABF)

en millions CHF	FAR	2006 VABF	FAR	2007 VABF
Solde au 1 ^{er} janvier	5 393	6 535	5 270	7 550
Report	4 161		4 123	
Impact des acquisitions/cessions et rétrocessions		1 443		265
Amortissement	-4 100	-790	-3 984	-977
Intérêts courus sur VABF non amortie		413		382
Impact de l'écart de conversion	-184	-245	-257	-458
Impact de la variation des plus-values/ moins-values latentes		194		7
Solde au 31 décembre	5 270	7 550	5 152	6 769

En 2007, l'amortissement des FAR pour les segments d'activité Dommages, RC et Accidents ainsi que Vie et Santé s'est monté respectivement à 3 784 millions CHF et 200 millions CHF.

Les FAR et la VABF rétrocedés résultent, le cas échéant, de la rétrocession de portefeuilles de réassurance, y compris la réassurance acceptée dans le cadre d'une titrisation. Les récupérations potentielles aux termes d'une rétrocession sont déterminées par la nature des accords de rétrocession et par les modalités de la titrisation.

La valeur actuelle des bénéfiques futurs qui devrait être amortie au cours des cinq prochaines années est de respectivement 6 %, 6 %, 5 %, 5 % et 5 %.

6 Dettes

Le Groupe conclut des transactions de dette à court et à long terme en vue d'obtenir des fonds pour la société, notamment pour le financement de transactions particulières. Le Groupe considère comme dette à court terme tout emprunt dont l'échéance à la date du bilan est inférieure à une année et comme dette à long terme, tout emprunt dont l'échéance à la date du bilan est supérieure à une année. Aux 31 décembre 2006 et 2007, les dettes du Groupe étaient les suivantes :

en millions CHF	2006	2007
Dettes senior financières	1 917	1 254
Dettes senior d'exploitation	7 201	10 478
Dettes subordonnées financières		926
Dettes à court terme – dettes financières et dettes d'exploitation	9 118	12 658
Dettes senior financières	2 482	1 367
Dettes senior d'exploitation	6 765	8 074
Dettes subordonnées financières	5 491	6 330
Dettes subordonnées d'exploitation		7 566
Dettes à long terme – dettes financières et dettes d'exploitation	14 738	23 337
Total des dettes de financement	23 856	35 995

Echéance des dettes à long terme

Aux 31 décembre 2006 et 2007, les dettes à long terme comptabilisées ci-avant avaient les échéances suivantes :

en millions CHF	2006	2007
Echéance en 2008	1 935	0 ¹
Echéance en 2009	1 818	2 381
Echéance en 2010	1 201	1 245
Echéance en 2011	917	1 730
Echéance en 2012	56	1 167
Echéance après 2012	8 811	16 814
Total valeur comptable	14 738	23 337
Total juste valeur	15 081	23 266

¹ Ce solde a été reclassé au titre de dettes à court terme.

Dettes senior à long terme

Echéance	Instrument	Emission	Monnaie	Valeur nominale en millions	Taux d'intérêt	Valeur comptable en millions CHF
2009	3 EMTN	2004	EUR	20	Divers	33
2009	EMTN	2004	JPY	5 000	0,81 %	51
2009	3 EMTN (notes à coupon zéro)	2004	USD	37	Divers	41
2009	EMTN	2005	CHF	300	1,25 %	300
2009	EMTN	2005	JPY	3 000	0,41 %	30
2009	EMTN	2006	CHF	300	3M Libor + 0,5bp	301
2009	EMTN	2006	CHF	200	2,50 %	203
2009	Crédit syndiqué	2006	CHF	175	2,59 %	175
2009	Obligation remboursable en actions	2006	CHF	610	9,80 %	609
2009	EMTN	2007	JPY	5 000	6M Libor + 3bp	51
2009	EMTN	2007	JPY	8 000	0,32 %	80
2009	EMTN	2007	USD	30	3M Libor - 15bp	34
2009	EMTN	2007	GBP	100	3M Libor + 2bp	225
2009	EMTN	2007	EUR	150	3M Euribor + 3bp	248
2010	Notes senior ¹	2000	USD	350	7,50 %	441
2010	EMTN (emprunt d'amortissement)	2003	GBP	30	4,38 %	68
2010	2 EMTN	2005	CHF	625	Divers	625
2010	EMTN	2005	CZK	300	2,88 %	19
2011	Credit-linked note	2006	USD	735	3M Libor - 95,51 bp	832
2011	EMTN	2007	CHF	250	3,13 %	250
2011	Placements en titres d'assurance	2007	EUR	110	3,83 %	35
2012	Credit-linked note	2007	USD	980	3M Libor - 89,87bp	1 110
2015	EMTN (straight bond)	2001	CHF	150	4,00 %	151
2016	Credit-linked note	2007	USD	295	3M Libor	335
2017	Credit-linked note	2000	USD	39	Divers	1
2019	Senior notes ¹	1999	USD	400	6,45 %	485
2026	Senior notes ¹	1996	USD	600	7,00 %	770
2030	Senior notes ¹	2000	USD	350	7,75 %	476
2032	Obligation structurée à capital garanti	2007	USD	35	coupon zéro	40
Divers	Payment undertaking agreements	Divers	Divers	Divers	Divers	1 422
Total dettes senior au 31 décembre 2007						9 441
Total dettes senior au 31 décembre 2006						9 247

¹ Endossées lors de l'acquisition de GE Insurance Solutions

Dettes subordonnées à long terme

Echéance	Instrument	Emission	Monnaie	Valeur nominale en millions	Taux d'intérêtjusqu' à première échéance	Valeur comptable en millions CHF
2021	Emprunt convertible	2001	USD	1 150	3,25 %	2011	1 285
2047	Crédit syndiqué subordonné (amortissement) ¹	2007	GBP	1 584	4,96 %		3 569
2057	Crédit syndiqué subordonné (amortissement) ¹	2007	GBP	1 774	4,79 %		3 997
	Emprunt subordonné perpétuel	1998	DEM	110	6M Libor + 45bp	2010	93
	Emprunt subordonné perpétuel (SUPERBs)	1999	CHF	600	3,75 %	2011	594
	Emprunt subordonné perpétuel (note)	2006	EUR	1 000	5,25 %	2016	1 645
	Emprunt subordonné perpétuel (note)	2006	USD	752	6,85 %	2016	851
	Emprunt subordonné perpétuel (note)	2007	GBP	500	6,30 %	2019	1 121
	Emprunt subordonné perpétuel (note)	2007	AUD	750	Divers	2017	741
Total dettes subordonnées au 31 décembre 2007							13 896
Total dettes subordonnées au 31 décembre 2006							5 491

¹ Cette dette résulte d'une transaction unique et est sans recours.

Swiss Re a recours à la dette pour financer des objectifs généraux de l'entreprise, mais aussi pour financer les pools simples de levier d'exploitation et les actifs de l'intermédiation financière. Le levier d'exploitation et l'intermédiation financière sont soumis à une gestion actifs/passifs efficace, induisant peu ou pas de risque que les actifs soient insuffisants pour honorer les engagements. La dette utilisée pour le levier d'exploitation et l'intermédiation financière est considérée comme une dette d'exploitation et est exclue des calculs de levier financier par les agences de notation. Aux 31 décembre 2006 et 2007, les engagements liés au levier d'exploitation et à l'intermédiation financière se sont élevés respectivement à 32,4 milliards CHF (dont 2,5 milliards CHF sans recours) et à 52,4 milliards CHF (dont 9,8 milliards CHF sans recours).

Charges financières sur les dettes à long terme

Pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2006 et 2007, les charges financières sur les dettes à long terme correspondaient aux montants suivants :

en millions CHF	2006	2007
Dettes senior financières	121	83
Dettes senior d'exploitation	216	424
Dettes subordonnées financières	221	327
Dettes subordonnées d'exploitation		163
Total	558	997

Dettes à long terme émises en 2007

En janvier 2007, le Groupe a émis des titres assurantiels de 110 millions EUR assortis d'un taux d'intérêt de 3,83 % et arrivant à échéance dans quatre ans.

En mars 2007, le Groupe a émis des emprunts step-up subordonnés (notes) perpétuels de 500 millions GBP assortis d'un taux d'intérêt de 6,30 %.

En avril 2007, le Groupe a émis des emprunts step-up subordonnés (notes) perpétuels de 750 millions AUD, 300 millions AUD assortis d'un taux d'intérêt de 7,64 % et 450 millions AUD assortis du taux à court terme des acceptations bancaires australiennes à six mois plus 117 points de base. Afin de bénéficier, avec ces deux instruments, d'un traitement favorable par les autorités de contrôle et les agences de notation, Swiss Re doit, dans certaines conditions (liées à l'évolution de sa situation financière), soit différer les intérêts créditeurs qui, en d'autres circonstances, seraient échus, soit régler ces intérêts en émettant des actions ou certains autres types de titres.

En outre, le Groupe a émis un crédit syndiqué subordonné de 1 620 millions GBP assorti d'un taux d'intérêt de 4,96 % et arrivant à échéance dans quarante ans.

En juin 2007, dans le cadre du programme EMTN, le Groupe a émis 5 000 millions JPY avec un coupon basé sur le Libor à six mois plus 3 points de base et une échéance de deux ans, ainsi que 8 000 millions JPY avec un coupon de 0,32 % et une échéance de deux ans et 250 millions CHF avec un coupon de 3,13 % et une échéance de quatre ans. En outre, le Groupe a émis une credit-linked note de 980 millions USD arrivant à échéance en juin 2012, assortie d'un taux d'intérêt basé sur le Libor à trois mois, moins 89,87 points de base.

En juillet 2007, le Groupe a émis, dans le cadre du programme EMTN, 150 millions EUR avec un coupon basé sur l'Euribor à trois mois plus 3 points de base et une échéance de deux ans, ainsi que 100 millions GBP avec un coupon basé sur le Libor à trois mois plus 2 points de base et une maturité de deux ans.

En septembre 2007, le Groupe a émis une credit-linked note d'une valeur de 295 millions USD arrivant à échéance en 2016, assortie d'un taux d'intérêt basé sur le Libor USD flat à trois mois.

En octobre 2007, le Groupe a émis une obligation structurée à capital garanti d'un montant de 35 millions USD, qui arrivera à échéance en 2032, avec un coupon zéro.

En novembre 2007, le Groupe a émis un crédit syndiqué subordonné de 1 770 millions GBP assorti d'un taux d'intérêt de 4,79 % et arrivant à échéance dans cinquante ans.

En décembre 2007, le Groupe a émis un EMTN structuré d'une valeur de 30 millions USD arrivant à échéance en 2009, assorti d'un taux d'intérêt basé sur le Libor USD à trois mois, moins 15 points de base.

Ressources de financement supplémentaires

Pour satisfaire aux exigences de financement, Swiss Re a accès au marché américain des billets de trésorerie par l'intermédiaire de son programme de 1,5 milliard USD ainsi que de lignes de crédit et d'accords de mise en pension auprès de plusieurs banques.

7 Provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres

Le tableau ci-après présente le montant des provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres :

en millions CHF	2006	2007
Non-vie	80 391	73 171
Vie et santé	14 620	15 357
Total	95 011	88 528

Le tableau ci-après présente le rapprochement du solde des provisions pour sinistres dans la branche non-vie en début et en fin d'exercice, de même que les frais de règlement des sinistres pour cette même période :

en millions CHF	2006	2007
Solde au 1 ^{er} janvier	59 104	80 391
Créances de réassurance	-2 555	-7 622
Charges reportées sur réassurance rétroactive	-1 057	-875
Net	55 492	71 894

Coûts engagés pour :

l'exercice considéré	12 292	11 945
l'exercice précédent	-593	-205
Amortissement des charges reportées sur réassurance rétroactive et impact des accords de rachat des obligations	100	92
Total des coûts engagés	11 799	11 832

Charges payées pour :

l'exercice considéré	-2 853	-1 767
l'exercice précédent	-10 538	-12 285
Total payé	-13 391	-14 052

Ecart de conversion	-1 796	-2 567
Impact des acquisitions, cessions, nouvelle réassurance rétroactive et autres postes	19 790	300

Montant, net	71 894	67 407
Créances de réassurance	7 622	5 041
Charges reportées sur réassurance rétroactive	875	723
Solde au 31 décembre	80 391	73 171

Le Groupe n'actualise pas les engagements résultant de contrats d'assurance et de réassurance dommages, RC et accidents prospectifs, y compris les engagements actualisés pour l'établissement des comptes selon la réglementation américaine. Les engagements résultant de contrats d'assurance et de réassurance dommages, RC et accidents acquis dans le cadre d'une transaction commerciale sont initialement comptabilisés à la juste valeur conformément à la méthode comptable d'acquisition.

Amiante et sinistres environnementaux

L'engagement du Groupe à payer des sinistres et les frais de règlement y afférents portent aussi sur les engagements pour sinistres à développement long découlant de polices souscrites avant 1985, principalement dans les domaines de l'amiante et de la RC environnement aux Etats-Unis.

En raison de la nature incertaine et hypothétique de ces estimations, il n'est pas exclu qu'à l'avenir, le Groupe doive revoir le montant de ces provisions à la hausse.

A la fin de l'année 2007, le Groupe comptabilisait des provisions nettes d'un montant équivalent à 2 560 millions CHF pour les sinistres liés à l'amiante, les sinistres environnementaux et d'autres risques sanitaires à développement lent aux Etats-Unis. En 2007, le Groupe a enregistré des sinistres nets de 439 millions CHF et a payé au titre de ces engagements un montant net de 204 millions CHF.

Le Groupe maintient une stratégie active de rachat des obligations (commutation) en vue de réduire son exposition. Une fois que les paiements inhérents aux rachats des obligations sont effectués, le traditionnel « ratio de survie » subit une réduction artificielle en raison de paiements anticipés, ce qui n'implique pas une diminution du niveau adéquat des provisions.

Evolution par rapport aux années précédentes

L'évolution de la sinistralité par rapport aux années précédentes a été généralement neutre en 2007. Les évolutions défavorables liées aux années de souscription 2001 et antérieures ont été compensées par les années de souscription 2002 à 2006, qui poursuivent leur développement très favorable.

Les provisions pour les sinistres environnementaux liés à la pollution et les sinistres liés à l'amiante aux Etats-Unis ont été augmentées en 2007. Les sinistres dans la branche accidents du travail continuent d'évoluer négativement et les statistiques sectorielles laissent apparaître un schéma d'évolution à long terme. Le Groupe a adapté ses provisions en conséquence durant le second semestre 2007. Les branches RC et accidents ont été affectées par l'évolution défavorable des sinistres de RC produits et de RC médicale.

8 Informations relatives à la réassurance

Primes émises, primes acquises et commissions imputées aux preneurs d'assurance

en millions CHF	2006		Total	2007		Total
	Non-vie	Vie et santé		Non-vie	Vie et santé	
Primes émises						
Directes	2 256	1 594	3 850	2 742	2 147	4 889
Acceptées	16 896	11 050	27 946	17 436	12 029	29 465
Cédées	-979	-1 738	-2 717	-1 539	-1 598	-3 137
Total des primes émises	18 173	10 906	29 079	18 639	12 578	31 217
Primes acquises						
Directes	2 242	1 594	3 836	2 838	2 148	4 986
Acceptées	17 653	11 116	28 769	17 537	12 101	29 638
Cédées	-1 354	-1 736	-3 090	-1 376	-1 584	-2 960
Total des primes acquises	18 541	10 974	29 515	18 999	12 665	31 664
Produit des commissions des preneurs d'assurance						
Directes		756	756	798	798	
Acceptées		262	262	293	293	
Cédées		-139	-139	-136	-136	
Total du produit des commissions des preneurs d'assurance		879	879	955	955	

Le Groupe a révisé la classification des primes émises, des primes acquises et des commissions imputées aux preneurs d'assurance entre les montants directs et les montants acceptés pour 2006. Cette révision n'a pas d'incidence sur le total des produits, le résultat net ou les fonds propres nets.

Sinistres et frais de règlement des sinistres

en millions CHF	2006		2007	2007		
	Non-vie	Vie et santé		Non-vie	Vie et santé	
			Total		Total	
Sinistres						
Sinistres payés, bruts	-16 825	-9 631	-26 456	-17 897	-10 971	-28 868
Sinistres payés, rétro	3 434	1 731	5 165	3 845	1 384	5 229
Sinistres payés, nets	-13 391	-7 900	-21 291	-14 052	-9 587	-23 639
Variation des provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres ; variation des prestations vie et santé (bruts)	3 720	-1 922	1 798	4 846	-1 810	3 036
Variation des provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres ; variation des prestations vie et santé (rétro)	-2 128	228	-1 900	-2 859	285	-2 574
Variation des provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres ; variation des prestations vie et santé (nets)	1 592	-1 694	-102	1 987	-1 525	462
Sinistres et frais de règlement des sinistres ; prestations vie et santé	-11 799	-9 594	-21 393	-12 065	-11 112	-23 177

Frais d'acquisition

Frais d'acquisition						
Frais d'acquisition, bruts	-3 970	-2 596	-6 566	-3 901	-3 021	-6 922
Frais d'acquisition, rétro	147	340	487	67	356	423
Frais d'acquisition, nets	-3 823	-2 256	-6 079	-3 834	-2 665	-6 499

Actifs et engagements de réassurance

en millions CHF	2006		2007	2007		
	Non-vie	Vie et santé		Non-vie	Vie et santé	
			Total		Total	
Actifs						
Créances de réassurance	7 622	11 077	18 699	5 041	9 191	14 232
Frais d'acquisition reportés	1 440	3 830	5 270	1 417	3 735	5 152
Engagements						
Provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres	80 391	14 620	95 011	73 171	15 357	88 528
Provisions techniques vie et santé		44 899	44 899		50 026	50 026
Soldes de créances des assurés		42 834	42 834		41 340	41 340

9 Fonds propres

Toutes les sociétés du Groupe établissent leurs comptes annuels sur la base de la législation en vigueur dans le pays où elles sont établies. Dans la plupart des pays, les réassureurs sont tenus de conserver soit un montant minimum de capitaux en sus des actifs nets tels qu'ils sont définis par la loi, soit un montant minimum de fonds propres avant affectation du bénéfice. Par ailleurs, certaines législations limitent les montants qui peuvent être prêtés ou transférés à la société mère. La capacité du Groupe à payer des dividendes peut ainsi s'en trouver limitée.

Les dividendes sont déclarés en francs suisses. Pour les exercices clôturés au 31 décembre 2006 et 2007, le dividende par action du Groupe se montait respectivement à 2,50 CHF et 3,40 CHF.

en millions CHF (sauf mention contraire)	Exercices clôturés au 31 décembre	
	2006	2007
Bénéfice de base par action		
Bénéfice disponible pour les actions ordinaires	4 560	4 162
Moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation	337 961 019	348 214 512
Bénéfice, net, par action en CHF	13,49	11,95
Effets dilutifs		
Variation du bénéfice disponible pour les actions ordinaires due aux emprunts convertibles	140	143
Variation du nombre moyen d'actions due aux emprunts convertibles et aux plans de participation du personnel	37 275 628	35 261 146
Bénéfice par action dilué		
Bénéfice, net, en cas de conversion de la dette et d'exercice des options	4 700	4 305
Moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation	375 236 647	383 475 658
Bénéfice, net, par action en CHF	12,53	11,23

10 Impôts sur les bénéfices

Le Groupe est soumis aux impôts sur les sociétés ; ces derniers se calculent sur la base des bénéfices nets imposables dans les différents pays où opère le Groupe. Les impôts sur les bénéfices se décomposaient comme suit :

en millions CHF	2006	2007
Impôts exigibles	581	482
Impôts différés	715	543
Impôts sur les bénéfices	1 296	1 025

Rapprochement des taux d'imposition

Le tableau suivant rapproche le montant prévu de l'impôt, calculé au taux d'imposition réglementaire suisse, et le montant effectif de l'impôt dans le compte de résultat présenté en annexe :

en millions CHF	2006	2007
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition réglementaire suisse de 21,3 % et 21,0 % respectivement	1 247	1 089
Augmentation/diminution des impôts sur les bénéfices résultant de :		
Bénéfices étrangers imposés à des taux différents	421	247
Impact des variations des taux de change	35	-125
Dépenses rejetées	36	75
Bénéfices exonérés d'impôt/déduction pour dividendes reçus	-262	-141
Variation des corrections de valeur	-228	-41
Variation des taux d'imposition réglementaires	-16	-170
FIN 48, intérêts et pénalités compris	0	83
Autres, nets	63	8
Total	1 296	1 025

Impôts différés et autres impôts non exigibles

Les impôts différés et autres impôts non exigibles ont été ventilés comme suit :

en millions CHF	2006	2007
Impôts différés actifs		
Bénéfices à recevoir/différés	720	667
Provisions techniques	1 941	1 849
Provisions liées aux rentes	348	148
Bénéfices sur le report des pertes	2 063	2 084
Autres	1 410	1 397
Impôts différés actifs, bruts	6 482	6 145
Corrections de valeur	-1 162	-994
Total	5 320	5 151
Impôts différés passifs		
Valeur actuelle des bénéfices futurs	-2 469	-1 710
Bénéfices à recevoir/différés	-767	-500
Amortissement d'obligations	-230	-203
Frais d'acquisition reportés	-746	-632
Provisions techniques	-1 577	-1 113
Plus-values latentes sur investissements	-649	-553
Provisions de change	-374	-446
Autres	-1 193	-1 982
Total	-8 005	-7 139
Impôts sur les bénéfices différés	-2 685	-1 988
Engagements liés à la FIN 48, intérêts et pénalités compris	0	-1 829
Impôts différés et autres impôts non exigibles	-2 685	-3 817

Les impôts différés n'ont pas été comptabilisés dans les bénéfices non distribués de certaines filiales à l'étranger dans la mesure où le Groupe considère ces bénéfices comme étant indéfiniment réinvestis à l'étranger et ne prévoit pas de les rapatrier dans un proche avenir. Ces bénéfices, y compris les bénéfices non distribués consolidés au 31 décembre 2007, se montaient approximativement à 6 430 millions CHF. Il n'est pas possible d'estimer le montant d'impôts supplémentaires qui pourrait être dû si ces bénéfices n'étaient pas indéfiniment réinvestis.

Au 31 décembre 2007, le Groupe avait pour 6 526 millions CHF de report de pertes d'exploitation nettes à l'étranger reconnues par le fisc, qui expireront comme suit : 56 millions CHF en 2008, 30 millions CHF en 2009, 36 millions CHF en 2010, 48 millions CHF en 2011, 27 millions CHF en 2012 et 6 329 millions CHF après 2012. Le Groupe affichait aussi des pertes en capital reportées de 337 millions CHF, qui expireront comme suit : 6 millions CHF en 2008, 279 millions CHF en 2009, 8 millions CHF en 2010, 26 millions CHF en 2011 et 18 millions CHF après 2012. Les pertes d'exploitation nettes de 1 540 millions CHF ont été utilisées ou sont arrivées à expiration en 2007.

En 2006 et 2007, les impôts payés sur les bénéfices se montaient respectivement à 742 millions CHF et 570 millions CHF.

FIN 48

Le Groupe a adopté la FIN 48 au 1^{er} janvier 2007 et enregistré une diminution de 30 millions CHF dans les engagements pour avantages fiscaux non comptabilisés. La diminution a été enregistrée comme un ajustement au bilan d'ouverture des bénéfices non distribués. Rapprochement du montant initial et du montant final des avantages fiscaux bruts non comptabilisés (hors intérêts et pénalités) :

en millions CHF	2007
Solde au 1 ^{er} janvier	1 667
Ajouts basés sur les positions fiscales de l'exercice sous revue	233
Ajouts pour les positions fiscales des exercices précédents	259
Diminutions pour les positions fiscales des exercices précédents	-89
Règlements	-106
Diminutions suite à l'échéance du statut de restrictions applicable	-
Solde au 31 décembre	1 964

Le montant des avantages fiscaux bruts non comptabilisés dans le tableau présentant le rapprochement qui, en cas de comptabilisation, affecterait le taux d'imposition effectif serait approximativement de 1 400 millions CHF au 1^{er} janvier 2007 et de 1 535 millions CHF au 31 décembre 2007. Les intérêts et pénalités liés aux avantages fiscaux non comptabilisés sont inscrits dans les impôts sur les bénéfices. Pour l'exercice se terminant au 31 décembre 2007, ce montant était de 131 millions CHF. Au 1^{er} janvier 2007 et au 31 décembre 2007, 150 millions CHF et 240 millions CHF ont respectivement été versés pour le paiement d'intérêts (nets d'avantages fiscaux) et de pénalités. Le bilan des intérêts courus au 31 décembre 2007 est inclus dans la section Impôts différés et autres impôts non exigibles ci-avant et dans le bilan.

Le solde des avantages fiscaux bruts non comptabilisés au 31 décembre 2007 présenté dans le tableau ci-avant est supérieur aux engagements FIN 48 comptabilisés dans la section Impôts différés et autres impôts non exigibles, en raison de l'impact des positions fiscales qui compensent les reports de pertes (375 millions CHF) et la suppression des charges financières (240 millions CHF). Les avantages fiscaux non comptabilisés qui ont créé certains reports de pertes sont nets, sachant que le bilan ne reflète pas d'impôt différé actif pour l'attribut ou un engagement pour l'avantage fiscal non comptabilisé.

Le Groupe évalue en permanence les ajustements proposés par les autorités fiscales. Selon lui, on peut raisonnablement penser que le solde des avantages fiscaux non comptabilisés pourrait diminuer ces 12 prochains mois en raison de règlements ou de l'expiration de lois. Cependant, il est pour l'heure impossible d'indiquer une fourchette estimative.

Le tableau ci-après récapitule les années fiscales susceptibles de faire l'objet d'un contrôle dans les juridictions importantes pour le Groupe :

Suisse	2004-2007
Allemagne	1997-2007
Etats-Unis	2002-2007
Royaume-Uni	2005-2007
Canada	2002-2007

11 Engagements de prévoyance

Plans de retraite à prestations définies et prestations post-retraite

Le Groupe finance divers plans de retraite à prestations définies. La contribution de l'employeur à ces plans est déduite du résultat, les coûts de financement des pensions de retraite étant pris en compte durant les années de service des employés couverts par les plans. La politique de financement du Groupe consiste à contribuer tous les ans à ces plans à un taux qui doit permettre de garantir aux employés bénéficiant de cette couverture de toucher un pourcentage déterminé de leur rémunération. Une évaluation complète a lieu au moins tous les trois ans.

Swiss Re a changé la structure de son plan de retraite suisse à dater du 1^{er} janvier 2007 pour adopter un plan à cotisations définies. Ce plan continuera toutefois d'être comptabilisé comme plan à prestations définies dans la comptabilité aux normes US GAAP.

Le Groupe verse également certaines prestations d'assurance santé et d'assurance vie aux employés retraités et aux personnes qui sont à leur charge. Les employés ont droit à ces prestations à partir du moment où ils perçoivent une pension de retraite.

La date d'évaluation de ces plans est le 30 septembre pour chaque exercice présenté (excepté pour un plan de retraite au Royaume-Uni, dont la date d'évaluation est le 31 décembre).

en millions CHF	Prestations de plans de retraite suisses		Prestations de plans de retraite étrangers		Autres prestations	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Engagements de prévoyance						
au 1 ^{er} janvier	2 803	2 893	1 712	2 349	620	670
Coût des prestations	115	98	63	70	38	28
Charges financières	83	88	92	122	23	20
Modifications	50					
Gains/pertes actuariel(le)s	-81	-209	106	-183	-12	-231
Prestations versées	-80	-158	-52	-73	-13	-13
Cotisations des employés		16		1		
Acquisitions/cessions			416	8	28	
Effet de la réduction et des départs	3	15	-7	-2		
Impact de l'écart de conversion			19	-80	-14	-12
Engagements de prévoyance au 31 décembre	2 893	2 743	2 349	2 212	670	462
Juste valeur des actifs des plans au 1^{er} janvier	2 678	2 920	1 191	1 543		
Rendement effectif des actifs des plans	207	275	105	146		
Contributions patronales	115	116	76	410	13	13
Prestations versées	-80	-158	-52	-73	-13	-13
Cotisations des employés		16		1		
Acquisitions/cessions			215	10		
Impact de l'écart de conversion			8	-67		
Juste valeur des actifs au 31 décembre	2 920	3 169	1 543	1 970		
Situation consolidée	27	426	-806	-242	-670	-462

Les gains actuariels issus d'ajustements en fonction de la sinistralité et de modifications des hypothèses actuarielles concernant les engagements de prévoyance ont induit en 2007 une plus-value latente de 623 millions CHF nette d'impôts différés.

Les montants inscrits au bilan en 2007 sont les suivants :

en millions CHF	Plans de retraite suisses	Plans de retraite étrangers	Autres prestations	Total
Actifs non courants	426	101		527
Engagements courants		-4	-13	-17
Engagements non courants		-339	-449	-788
Montant, net comptabilisé	426	-242	-462	-278

En 2007, les montants comptabilisés dans les autres éléments cumulés du résultat global, avant impôts, sont les suivants :

Gains/pertes, nets	98	125	-162	61
Coût/crédit antérieur des prestations	71	1	-37	35
Total	169	126	-199	96

Éléments constitutifs du coût net périodique des prestations et autres montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :

en millions CHF	Prestations de plans de retraite suisses		Prestations de plans de retraite étrangers		Autres prestations	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Coût des prestations (net des cotisations des participants)	115	98	63	70	38	28
Charges financières	83	88	92	122	23	20
Rendement attendu des actifs	-126	-141	-76	-101		
Amortissement :						
des gains/pertes, nets	37	17	25	28	2	-7
du coût antérieur des prestations	3	7	1	1	-8	-8
Effet de la réduction et des départs	3	15	-3	-2		
Coût, net périodique des prestations	115	84	102	118	55	33

Autres modifications dans les actifs des plans et engagements de prévoyance comptabilisés dans les autres éléments du résultat global :

en millions CHF	Plans de retraite suisses	Plans de retraite étrangers	Autres prestations	Total
Pertes, nettes	-343	-242	-231	-816
Coût/crédit antérieur des prestations				
Amortissement :				
des gains/pertes, nets	-17	-28	7	-38
du coût antérieur des prestations	-7	-1	8	
Total comptabilisé dans le résultat global, avant impôts	-367	-271	-216	-854
Total comptabilisé dans le coût, net périodique des prestations et les autres éléments du résultat global, avant impôts	-283	-153	-183	-619

Les pertes nettes et le coût antérieur des prestations estimés pour les plans de retraite à prestations définies qui seront amortis par les autres éléments du résultat global accumulés dans le coût net périodique des prestations sur le prochain exercice fiscal se montent à 9 millions CHF et 7 millions CHF respectivement. Les gains nets et le crédit antérieur des prestations estimés pour les autres prestations post-retraite définies qui seront amortis par les autres éléments du résultat global accumulés dans le coût net périodique des prestations sur le prochain exercice fiscal se montent à 9 millions CHF et 7 millions CHF respectivement.

Les engagements de prévoyance cumulés (valeur actuelle des prestations acquises sans les futures augmentations de salaire) pour l'ensemble des prestations de retraite se montaient à 4 882 millions CHF au 31 décembre 2006 et à 4 642 millions CHF au 31 décembre 2007.

Plans de retraite avec engagements de prévoyance cumulés en excédent des actifs du plan :

en millions CHF	2006	2007
Engagements de prévoyance projetés	2 078	1 096
Engagements de prévoyance cumulés	1 814	981
Juste valeur des actifs du plan	1 220	784

Principales hypothèses actuarielles

	Prestations de plans de retraite suisses		Prestations de plans de retraite étrangers, moyenne pondérée		Autres prestations, moyenne pondérée	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Principales hypothèses actuarielles						
Hypothèses utilisées pour déterminer les engagements en fin d'exercice						
Taux d'escompte	3,2 %	3,5 %	5,2 %	5,8 %	3,9 %	4,5 %
Progression du taux de rémunération	2,3 %	2,3 %	4,5 %	4,7 %	4,5 %	4,5 %
Hypothèses utilisées pour déterminer le coût, net périodique des prestations de retraite de l'exercice						
Taux d'escompte	3,0 %	3,2 %	5,2 %	5,2 %	3,7 %	3,9 %
Rendement à long terme attendu des actifs du plan	5,0 %	5,0 %	6,5 %	6,4 %		
Progression du taux de rémunération	2,3 %	2,3 %	4,8 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %
Hypothèses concernant l'évolution des frais de santé en fin d'exercice						
Evolution des frais de santé – taux initial					7,1 %	7,1 %
Evolution des frais de santé – taux final					4,4 %	4,6 %
Année au cours de laquelle l'évolution des frais de santé atteindra le taux final					2014	2015

Les rendements à long terme attendus des actifs du plan se fondent sur les prévisions à long terme de l'inflation, des taux d'intérêt, des primes de risque et sur les affectations prévues dans les catégories d'actifs. Ces estimations tiennent compte des rendements historiques des différentes catégories d'actifs.

L'évolution présumée des frais de santé influence fortement les montants comptabilisés au niveau des plans de santé. Une variation d'un point de pourcentage dans l'évolution présumée des frais de santé aurait l'impact suivant pour l'exercice 2007 :

en millions CHF	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur l'ensemble des coûts des prestations et charges financières	8	-6
Impact sur les prestations obligatoires post-retraite	69	-54

Actifs des plans et objectif d'allocation à long terme par catégorie d'actifs

L'allocation effective des actifs des plans de retraite à prestations définies à la date d'évaluation en 2006 et 2007 se présente comme suit :

Catégorie d'actifs	Prestations de plans de retraite suisses, allocation effective		Prestations de plans de retraite étrangers, allocation effective		Plans suisses Objectif d'allocation	Plans étrangers
	2006	2007	2006	2007		
Actions	34 %	34 %	56 %	51 %	35 %	48 %
Titres de créance	45 %	45 %	42 %	46 %	41 %	49 %
Investissements immobiliers	14 %	14 %		1 %	20 %	2 %
Autres investissements	7 %	7 %	2 %	2 %	4 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

L'allocation effective des actifs est déterminée par diverses conditions en vigueur dans l'économie et sur le marché et est effectuée compte tenu de risques liés aux catégories d'actifs spécifiques. Au 31 décembre 2006, les actions comprenaient des actions ordinaires de Swiss Re pour un montant de 20 millions CHF (0,4 % des actifs totaux des plans). Au 31 décembre 2007, le montant correspondant était de 11 millions CHF (0,2 % des actifs totaux des plans).

La stratégie d'investissement du Groupe en matière de plans de retraite consiste à harmoniser les profils d'échéances des actifs et des engagements en vue de réduire la volatilité future des charges afférentes aux retraites et du financement de ces plans. Cela implique d'équilibrer les actions et les titres à revenu fixe dans les portefeuilles d'investissement. Des décisions d'allocation tactique reflétant cette stratégie sont prises à un rythme trimestriel.

Estimation des contributions et versements de prestations futures

Les contributions de l'employeur aux plans de retraite à prestations définies devraient se monter à 213 millions CHF pour 2008. Les contributions de l'employeur au plan de prestations post-retraite devraient atteindre 14 millions CHF.

Le tableau suivant présente les versements de prestations prévus au 31 décembre 2007, qui reflètent les futures années de service escomptées, abstraction faite des transferts pour les versements complémentaires facultatifs des employés :

en millions CHF	Prestations de plans de retraite suisses	Prestations de plans de retraite étrangers	Autres prestations
2008	127	69	13
2009	128	71	14
2010	131	76	16
2011	140	82	17
2012	139	87	19
Exercices 2013 – 2017	736	534	116

Plans de retraite à cotisations définies

Le Groupe finance plusieurs plans à cotisations définies auxquels contribuent les employés et le Groupe. Les soldes accumulés sont versés sous la forme de capital soit à la retraite, au départ, soit en cas d'invalidité ou de décès en fonction de l'événement qui se produit le premier. En 2006, le Groupe avait versé 28 millions CHF dans le cadre de ces plans. Il a versé 48 millions CHF en 2007.

12 Rémunération en actions

Aux 31 décembre 2006 et 2007, le Groupe possédait les plans de rémunération en actions décrits ci-après.

Les charges de rémunération totales liées aux plans de rémunération en actions comptabilisées dans le résultat net se montaient à 58 millions CHF et 31 millions CHF respectivement en 2006 et 2007. Les avantages fiscaux correspondants s'élevaient respectivement à 13 millions CHF et 7 millions CHF.

Plans de souscription d'actions

Les plans de souscription d'actions incluent le programme d'intéressement à long terme, le plan d'options fixe et un octroi supplémentaire à certains membres du management exécutif.

Le programme d'intéressement à long terme était proposé aux membres de la Direction générale et à certains membres du management. Dans le cadre de ce régime, le bénéficiaire avait le choix entre le plan d'options fixe et un plan basé sur l'octroi d'actions bloquées.

Dans le cadre du plan d'options fixe, le prix d'exercice de chaque option correspond à la valeur de marché des actions en vigueur à la date d'octroi des options. Les options sont acquises quatre ans après leur émission et ont une durée de vie de dix ans au maximum.

Le plan d'options du Groupe peut être résumé comme suit :

	Moyenne pondérée du prix d'exercice en CHF	2007 Nombre d'actions
En circulation au 1 ^{er} janvier	122	9 054 382
Options octroyées		
Options exercées	68	-350 273
Options cédées	141	-698 525
Options échues	111	-69 350
En circulation au 31 décembre	123	7 936 234
Susceptibles d'être exercées au 31 décembre	137	5 639 884

La moyenne, pondérée par action, de la juste valeur des options octroyées se montait à 13 CHF en 2006. Aucune option n'a été octroyée en 2007.

Le tableau suivant présente le statut des options en circulation au 31 décembre 2007 :

Fourchette du prix d'exercice en CHF	Nombre d'options	Moyenne pondérée de la durée contractuelle résiduelle (en années)	Moyenne pondérée du prix d'exercice en CHF
67-99	3 489 802	7,0	82
128-187	4 446 432	3,5	155
67-187	7 936 234	5,0	123

La juste valeur de chaque option est évaluée à la date d'octroi sur la base d'un modèle binomial de détermination du prix des options et des estimations des moyennes pondérées suivantes utilisées pour les options octroyées en 2006 : rendement des actions de 3,8 % ; volatilité attendue de 20,0 % ; taux d'intérêt hors risque de 2,4 % ; durée de vie estimée de 6,0 ans. Aucune nouvelle option n'a été octroyée en 2007.

Options susceptibles d'être exercées

Le statut des options susceptibles d'être exercées au 31 décembre 2007 est résumé comme suit :

Fourchette du prix d'exercice	Nombre d'options susceptibles d'être exercées (acquises)	Moyenne pondérée de la durée contractuelle résiduelle (en années)	Moyenne pondérée du prix d'exercice en CHF
67-128	2 065 192	4,7	94
133-187	3 574 692	3,6	161
67-187	5 639 884	4,0	136

Actions restreintes

En 2004, le Groupe a introduit un plan d'octroi d'actions restreintes en complément du plan d'options fixe. Aucune nouvelle action n'a été octroyée au titre de ce plan en 2007. Par ailleurs, des actions restreintes ont été émises dans le cadre du bonus en 2006 et en 2007.

122 070 et 69 770 actions restreintes ont été octroyées en 2006 et 2007. Les actions sont acquises quatre ans après leur émission.

Un résumé concernant les actions en circulation octroyées au titre des plans susmentionnés en date de décembre 2007 est présenté ci-après :

	Nombre d'actions	Moyenne pondérée de la juste valeur à la date d'octroi
Non acquises en janvier	612 732	76
Octroyées	67 770	108
Echues	-14 617	87
En circulation au 31 décembre	665 885	79

La moyenne pondérée de la juste valeur des actions restreintes, qui correspond au prix du marché des actions à la date d'octroi, était de 95 CHF en 2006 et 108 CHF en 2007.

Plan d'encouragement de la performance à long terme

En 2006 et 2007, le Groupe a offert un plan d'encouragement de la performance à long terme à des employés sélectionnés avec une période d'acquisition de trois ans. Le plan devrait être versé en espèces. Les périodes de service requises ainsi que la durée contractuelle maximale sont de trois ans. La méthode d'estimation de la juste valeur est basée sur une approche neutre du point de vue du risque, qui utilise le cours actuel de l'action comme estimation du cours de l'action à la fin de la période d'acquisition. Afin de déterminer la juste valeur, les indicateurs de performance clés suivants sont aussi pris en considération : rendement moyen des fonds propres sur trois ans et taux de croissance annuel composé du bénéfice par action sur trois ans. La juste valeur est révisée à chaque date de clôture du bilan.

Droits à la plus-value des actions

En 2006, le Groupe a émis trois millions de droits à la plus-value des actions comme indemnité extraordinaire suite à l'acquisition d'Insurance Solutions. Le plan sera versé en espèces. Les périodes de service requises sont de deux ans tandis que la durée contractuelle maximale est de cinq ans. La juste valeur de chaque droit à la plus-value est estimée à la date d'octroi sur la base d'un modèle binomial de détermination du prix des options et est révisée à chaque date de clôture du bilan.

Charges de rémunération non comptabilisées

Au 31 décembre 2007, les charges de rémunération totales non comptabilisées (nettes des déchéances escomptées) relatives aux rémunérations en actions non acquises et la période moyenne pondérée sur laquelle ces charges devraient être comptabilisées sont les suivantes :

Nom du plan	Charge de rémunération non comptabilisée, en millions CHF	Période moyenne pondérée
Plans de souscription d'actions	7	1,0
Actions restreintes	21	2,5
Plan d'encouragement de la performance à long terme	61	1,8
Droits à la plus-value des actions	3	0,5
Total	92	1,9

Le nombre d'actions autorisées pour les paiements en actions du Groupe aux employés était de 806 179 au 31 décembre 2006 et de 1 204 155 au 31 décembre 2007.

Plan d'actionnariat salarié

Le plan d'actionnariat salarié de Swiss Re consiste en un programme d'épargne de deux ou trois ans. Les employés épargnent sur une base régulière en vue d'acheter des options réelles ou « fantômes ». Swiss Re contribue à l'épargne des employés pendant toute la durée du programme.

A l'échéance, l'employé reçoit soit des actions, soit des espèces pour un montant égal au capital épargné. Il peut aussi décider d'exercer les options qu'il a acquises.

En 2006, 519 991 options ont été émises en faveur des employés contre 980 711 en 2007 ; Swiss Re a contribué au plan à hauteur de 14 millions CHF en 2006, contre 19 millions CHF en 2007.

13 Rémunérations, participations et prêts des membres des organes dirigeants

La présente section suit les prescriptions des articles 663b^{bis} et 663c al. 3 du Code suisse des obligations, qui requièrent la publication des éléments de la rémunération accordée aux membres du Conseil d'administration et du Comité de direction de Swiss Re, ainsi que de leurs participations et prêts.

Rémunérations accordées aux membres en exercice des organes dirigeants

L'article 663b^{bis} du Code suisse des obligations requiert la publication des rémunérations totales accordées aux membres du Conseil d'administration et du Comité de direction. Les rémunérations accordées aux membres du Conseil d'administration et celle du membre du Comité de direction le mieux rémunéré sont présentées individuellement (cf. Rapport sur la gouvernance d'entreprise et la rémunération, page 113, pour une description des éléments de cette rémunération).

Conseil d'administration

La rémunération totale des 13 membres du Conseil d'administration était composée comme suit :

en milliers CHF	2007
Honoraire et avantages en espèces	5 761
Honoraire en actions	4 248
Capitalisation des prestations de retraite	223
Total	10 232

La rémunération individuelle des membres du Conseil d'administration était composée comme suit :

en milliers CHF	Honoraire et avantages en espèces	Honoraire en actions	Retraite	Total
Peter Forstmoser, président	2 600	667		3 267
Walter B. Kielholz, vice-président	1 288	1 382	223	2 893
Jakob Baer, président du Comité Audit	392	393		785
Thomas W. Bechtler, membre	195	130		325
Raymund Breu, membre		325		325
John R. Coomber, président du Comité Finances et Risques	354	233		587
Dennis D. Dammerman, membre ¹	59	39		98
Rajna Gibson Brandon, membre	163	162		325
Bénédict G.F. Hentsch, membre	195	130		325
Hans Ulrich Maerki, membre ²		227		227
Robert A. Scott, président du Comité Salaires	255	170		425
John F. Smith, Jr., membre	97	228		325
Kaspar Villiger, membre	163	162		325
Total	5 761	4 248	223	10 232

¹ Retiré du Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale du 20 avril 2007.

² Elu au Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale du 20 avril 2007.

A l'exception du président et du vice-président, les membres du Conseil d'administration ont reçu des honoraires, dont 40 % sont obligatoirement perçus sous forme d'actions; le reste peut être perçu sous forme d'espèces ou d'actions bloquées pendant une période de quatre ans. C'est le cours du 2 mars 2007 de 107,90 CHF qui a été utilisé pour calculer le nombre d'actions attribuées sur la base du montant de l'honoraire versé en actions. Pour le président et le vice-président s'applique l'approche utilisée pour le Comité de direction.

Le Comité Salaires du Conseil d'administration a décidé qu'à l'avenir, le président et le vice-président seraient rémunérés par un honoraire fixe plutôt que par un bonus variable.

Comité de direction

La rémunération totale des 8 membres du Comité de direction était composée comme suit:

en milliers CHF	2007
Salaire de base et avantages	8 868
Rémunération variable en fonction des performances 2007	25 334
Bonus en espèces	10 229
Bonus en actions	2 862
Octroi au Value Alignment Incentive plan (VAI) ¹	12 243
Compensation suite au départ d'un membre	2 280
Sous-total	36 482
Octroi au plan d'encouragement de la performance à long terme 2007 ²	19 115
Capitalisation des prestations de retraite	1 494
Total	57 091
Variation de la juste valeur en 2007 des plans d'acquisition sur plusieurs années	1 556

¹ Inclut l'abondement de 25 % sur la valeur nominale, payé lors de l'acquisition après trois ans, et ajusté en fonction de la variation de la juste valeur

² Le montant à titre d'encouragement de la performance à long terme sera payé après la période d'acquisition de trois ans. Pour plus d'informations sur le Value Alignment Incentive plan et l'encouragement de la performance à long terme, voir la section Membre du Comité de direction le mieux rémunéré – Jacques Aigrain (président de la Direction générale) et le Rapport sur la gouvernance d'entreprise et la rémunération, page 113.

Membre du Comité de direction le mieux rémunéré – Jacques Aigrain (président de la Direction générale)

en milliers CHF	2007
Salaire de base et avantages	1 475
Rémunération variable en fonction des performances 2007	7 475
Bonus en espèces	2 600
Octroi au Value Alignment Incentive plan (VAI) ¹	4 875
Sous-total	8 950
Octroi au plan d'encouragement de la performance à long terme 2007 ²	5 966
Capitalisation des prestations de retraite	223
Total	15 139
Variation 2007 de la juste valeur des plans d'acquisition sur plusieurs années	591

¹ Inclut l'abondement de 25 % sur la valeur nominale, payé lors de l'acquisition après trois ans, et ajusté en fonction de la variation de la juste valeur

² L'encouragement de la performance à long terme sera payé après la période d'acquisition de trois ans. Pour plus d'informations sur le plan Value Alignment Incentive et l'encouragement de la performance à long terme, voir la présente section et le Rapport sur la gouvernance d'entreprise et la rémunération, page 113.

Dans le présent Rapport annuel, la juste valeur du plan Value Alignment Incentive (VAI) est basée sur le montant nominal de l'octroi et l'abondement de 25 % sur la valeur nominale. La juste valeur de l'octroi au VAI en 2006 est actualisée en fonction des résultats effectifs de 2007. Les justes valeurs seront modifiées en fonction des résultats effectifs en 2008 et 2009. Les montants inclus au titre du VAI sont la juste valeur des avantages en cours d'exercice plus la variation de la juste valeur des avantages des exercices précédents. Voir le Rapport sur la gouvernance d'entreprise et la rémunération, page 113, pour plus d'informations sur le plan Value Alignment Incentive.

Au 31 décembre 2007, la juste valeur des plans d'encouragement de la performance à long terme octroyés en 2006 et 2007 a été estimée sur la base des résultats effectifs pour 2006 et 2007 et des résultats prévisionnels pour 2008 et 2009. Elle sera modifiée en fonction des résultats effectifs pour 2008 et 2009. Les montants inclus au titre du plan d'encouragement de la performance à long terme sont la juste valeur des avantages en cours d'exercice plus la variation de la juste valeur des avantages des exercices précédents. Voir le Rapport sur la gouvernance d'entreprise et la rémunération, page 114, pour plus d'informations sur le plan d'encouragement de la performance à long terme.

Les actions attribuées aux membres du Comité de direction sont bloquées pendant une période d'un an. Selon le système de bonus en vigueur, les membres du Comité de direction déterminent la part de rémunération qui leur sera versée en espèces et celle qui leur sera versée en actions. Les actions sont attribuées avec une réduction par rapport au marché ouvert. C'est le cours du 31 décembre 2007 de 80,45 CHF, net d'escompte, qui a été utilisé pour calculer le nombre d'actions attribuées sur la base du montant du bonus versé en actions.

Pour l'établissement des comptes selon les US GAAP, le montant des bonus en actions et des avantages liés au VAI et au plan d'encouragement de la performance à long terme vient s'ajouter sur la période durant laquelle ils sont perçus. Pour la présente publication des rémunérations, la full fair value des avantages octroyés est incluse en tant que rémunération durant l'année de l'octroi avec la variation de la juste valeur des avantages des exercices précédents.

Au 1^{er} janvier 2007, Swiss Re a converti le fonds de pension professionnel en Suisse, passant d'un plan à prestations définies à un plan à cotisations définies (tel que défini par le droit suisse), qui requiert des cotisations uniques déterminées d'après une méthode actuarielle et qui n'a pas augmenté les droits à la retraite. La rémunération au titre de 2007, publiée ci-avant, exclut les cotisations uniques résultant de la conversion. Les montants des cotisations déter-

minées d'après une méthode actuarielle totalisaient environ 4,8 millions CHF pour le Conseil d'administration et le Comité de direction. Par conséquent, certains membres du Comité de direction et du Conseil d'administration participent désormais à un plan à cotisations définies et la capitalisation de leurs prestations de retraite figurant dans les tableaux de rémunération ci-avant reflète la contribution effective de l'employeur. Lorsque des plans à prestations définies sont maintenus, la capitalisation est déterminée sur une base actuarielle qui peut varier considérablement d'une année à l'autre en fonction de l'âge et du nombre des années de service des membres du Comité de direction bénéficiaires.

Rémunération des anciens membres des organes dirigeants

en milliers CHF	2007
Anciens membres du Comité de direction	530
Anciens membres du Conseil d'administration	–
Total	530

La rémunération accordée aux anciens membres du Comité de direction concerne la sécurité sociale en compensation des années précédentes et les taux préférentiels d'emprunt.

Détention d'actions, options et instruments apparentés

La publication ci-après suit les prescriptions de l'article 663c al. 3 du Code suisse des obligations qui requiert la publication des actions détenues, des options et instruments apparentés individuellement pour chaque membre du Conseil d'administration et du Comité de direction, y compris les actions, options et instruments apparentés détenus par ses proches et les sociétés qu'il contrôle.

Membres du Conseil d'administration	Fonction	Nombre des actions détenues au 31 décembre 2007
Peter Forstmoser	Président	98 775
Walter B. Kielholz	Vice-président	123 775
Jakob Baer	Président du Comité Audit	10 336
Thomas W. Bechtler	Membre	17 673
Raymund Breu	Membre	12 208
John R. Coomber	Président du Comité Finances et Risques	113 541
Rajna Gibson Brandon	Membre	11 440
Bénédict G.F. Hentsch	Membre	9 755
Hans Ulrich Maerki	Membre	3 819
Robert A. Scott	Président du Comité Salaires	9 249
John F. Smith, Jr.	Membre	9 878
Kaspar Villiger	Membre	4 833
Total		425 282

Membres du Comité de direction	Fonction	Nombre des actions détenues au 31 décembre 2007
Jacques Aigrain	Président de la Direction générale	236 275
Andreas Beerli	Chief Operating Officer	30 828
Roger W. Ferguson	Responsable Financial Services Products	–
Michel M. Liès	Responsable Client Markets	48 093
Stefan Lippe	Responsable (Re)Insurance Products	39 100
Christian Mumenthaler	Chief Risk Officer	2 419
George Quinn	Chief Financial Officer	14 929
Total		371 644

Actions restreintes

En 2004 et en 2005, les bénéficiaires du programme d'intéressement à long terme se sont vu attribuer le droit de choisir des actions restreintes à la place de stock-options. Le rapport applicable était de 4:1, c'est-à-dire quatre options pour une action restreint. La période d'acquisition des actions restreintes est de quatre ans, pendant laquelle il existe un risque de déchéance.

Les actions restreintes non acquises suivantes étaient détenues par des membres des organes dirigeants au 31 décembre 2007.

Membres du Conseil d'administration		
Année d'octroi	2004	2005
Cours de l'action à la date d'octroi en CHF	93	83
Peter Forstmoser, président	10 000	5 000

Membres du Comité de direction		
Année d'octroi	2004	2005
Cours de l'action à la date d'octroi en CHF	93	83
Jacques Aigrain	Président de la Direction générale	13 750
Andreas Beerli	Chief Operating Officer	7 500
Michel M. Liès	Responsable Client Markets	3 750
Stefan Lippe	Responsable (Re)Insurance Products	9 125
Christian Mumenthaler	Chief Risk Officer	1 250
Total	8 750	39 125

Options non acquises

Les options non acquises suivantes étaient détenues par des membres des organes dirigeants au 31 décembre 2007.

Membres du Conseil d'administration	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen en CHF	Années d'exercice
Peter Forstmoser, président	20 000	82,9	2015
Walter B. Kielholz, vice-président	40 000	87,9	2014-2015
John R. Coomber	130 000	87,5	2014-2015
Total	190 000	87,1	

Membres du Comité de direction	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen en CHF	Années d'exercice
Jacques Aigrain	150 000	95,3	2014-2015
Michel M. Liès	42 000	89,4	2014-2015
Stefan Lippe	41 000	91,7	2011-2014
George Quinn	25 000	86,7	2011-2015
Total	258 000	92,9	

Pour les options, la période d'acquisition (durant laquelle il existe un risque de déchéance) est de quatre ans et la période d'exercice de six ans. Le rapport d'échange est de 1:1, c'est-à-dire que chaque option habilite son détenteur à acheter une action à un cours d'exercice non variable.

Options acquises

Les options acquises et achetées à titre privé suivantes étaient détenues par des membres des organes dirigeants au 31 décembre 2007.

Membres du Conseil d'administration	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen en CHF	Années d'exercice
Peter Forstmoser, président	30 000	67,7	2013
Walter B. Kielholz, vice-président	337 950	133,4	2008–2012
John R. Coomber	207 000	128,4	2008–2013
Total	574 950	128,2	

Membres du Comité de direction	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen en CHF	Années d'exercice
Jacques Aigrain	90 000	101,7	2012–2013
Andreas Beerli	103 600	130,8	2008–2013
Michel M. Liès	104 000	136,4	2008–2013
Stefan Lippe	86 400	118,4	2008–2013
Christian Mumenthaler	2 000	144,3	2012
George Quinn	24 600	135,0	2009–2013
Total	410 600	123,5	

Prêts aux membres des organes dirigeants

Les prêts suivants ont été accordés aux membres des organes dirigeants :

	en milliers CHF
Prêts hypothécaires et autres prêts aux membres du Conseil d'administration	
Walter B. Kielholz, vice-président	2 000
Total des prêts hypothécaires et autres prêts aux 4 membres du Comité de direction	8 585
Prêts hypothécaires et autres prêts les plus élevés à un membre du Comité de direction	
Andreas Beerli, Chief Operating Officer	3 000
Total des prêts hypothécaires et autres prêts aux conditions autres que celles du marché aux 3 anciens membres du Comité de direction	4 184

Tout crédit est garanti par la propriété foncière ou des actions. Les conditions des prêts et prêts hypothécaires sont similaires à celles offertes à tous les employés de Swiss Re dans le pays où ils travaillent. Les prêts hypothécaires à taux fixe ont une échéance de cinq ans et des taux d'intérêt correspondant au taux de swap en francs suisses sur cinq ans avec en sus une marge de 10 points de base. Les prêts hypothécaires à taux variable n'ont pas de dates d'échéance convenues. Les taux d'intérêt préférentiels de base correspondent aux taux d'intérêt appliqués par la Banque cantonale de Zurich moins un point de pourcentage.

Dans la mesure où les taux fixes ou variables sont des taux préférentiels, de telles valeurs ont été intégrées dans les montants des rémunérations versées aux membres des organes dirigeants conformément à la section 5.1 du Rapport sur la gouvernance d'entreprise et la rémunération accordée aux membres en exercice des organes dirigeants.

14 Engagements et engagements conditionnels

Engagements locatifs

Dans le cadre du cours normal de ses affaires, le Groupe conclut un certain nombre de contrats de location. Ces accords, qui sont des baux d'exploitation, totalisent les engagements suivants pour les cinq années à venir et au-delà :

au 31 décembre 2007	en millions CHF
2008	97
2009	87
2010	80
2011	73
2012	68
après 2012	711
Total des engagements relatifs à des baux d'exploitation	1 116
Moins les contrats de sous-location minimaux non résiliables	-94
Total, net des engagements locatifs minimaux futurs	1 022

Le tableau ci-après présente la composition des charges de location totales pour tous les baux d'exploitation au 31 décembre (à l'exception de ceux d'une durée d'un mois ou moins qui n'étaient pas renouvelés) :

en millions CHF	2006	2007
Locations minimales	66	69
Revenus tirés de la sous-location	-9	-3
Total	57	66

Autres engagements

Participant à des partenariats d'investissement limités, le Groupe s'engage à libérer des montants destinés à financer des investissements ; ces montants sont exigibles sur une période de dix ans au maximum. Le solde des engagements non sollicités au 31 décembre 2006 et 2007 se montait respectivement à 1 212 millions CHF et à 1 837 millions CHF. Le montant total des engagements non sollicités au 31 décembre 2006 a été révisé par rapport au chiffre publié dans le Rapport annuel 2006.

Dans le cadre de ses activités de réassurance et de ses activités liées aux marchés financiers, le Groupe conclut un certain nombre de contrats qui nécessiteraient qu'il fournisse une couverture ou qu'il obtienne des garanties au cas où sa notation de solvabilité viendrait à baisser et/ou si des mesures législatives devenaient plus restrictives. Les contrats concernés offrent des possibilités de récupérer les affaires connexes.

Procédures légales

Dans le cadre du cours normal de ses affaires, le Groupe est impliqué dans un certain nombre de demandes d'indemnisation, de procès et d'affaires réglementaires. Aux yeux du management, le règlement de ces cas ou de toute autre question juridique – sauf tel qu'expliqué dans le présent point – ne devrait pas porter préjudice aux activités du Groupe, ni à sa situation financière consolidée, ni à ses résultats.

15 Informations sur les segments d'activité

Le groupe Swiss Re fournit des couvertures de réassurance, d'assurance et des services financiers dans le monde entier par l'intermédiaire de trois segments d'activité, qui sont déterminés par la structure organisationnelle et par la manière dont la direction révise le résultat opérationnel du Groupe. Ces segments d'activité sont Dommages, RC et Accidents, Vie et Santé et Marchés Financiers. Les éléments du Groupe comprennent les éléments non alloués aux segments opérationnels, à savoir la réévaluation liée au change, le mark-to-market des portefeuilles de négoce désignés pour compenser les engagements nets de la réassurance libellés en monnaie étrangère, les frais de financement de la dette d'exploitation et financière et les dépenses du corporate centre. Les données comparatives relatives aux segments d'activité sont présentées en conséquence.

Le résultat financier net et les plus-values de cession nettes attribuables soit au segment Dommages, RC et Accidents, soit à Vie et Santé, sont directement alloués à ces segments. Ils incluent les produits et les charges sur les dépôts des cédantes, les dérivés de réassurance, le produit des affaires en unités de compte et avec participation aux excédents et d'autres éléments. Ces rendements sont exclus du segment Marchés Financiers. Le résultat financier net et les plus-values/moins-values de cession sur investissements générées dans le segment Marchés Financiers, y compris le rendement des titres à revenu fixe, des actions et des placements alternatifs, sont alloués aux segments Dommages, RC et Accidents et Vie et Santé sur la base des provisions techniques et d'autres informations, dont la durée des engagements sous-jacents, qui sont utilisées comme clé de répartition.

Les principes comptables des segments d'activité sont conformes à ceux décrits dans l'exposé des principes comptables fondamentaux (cf. point 1 de l'annexe).

Voir le point 18 de l'annexe pour une description des changements relatifs à la présentation et à la publication.

a) Résultats des segments d'activité

pour les exercices clôturés au 31 décembre

2006 CHF millions	Dommages, RC et Accidents	Vie et Santé	Marchés Financiers	Eléments du Groupe	Allocation	Total
Produits						
Primes acquises	18 541	10 974				29 515
Produit des commissions des preneurs d'assurance		879				879
Résultat financier, net	3 753	3 686	6 055	184	-5 687	7 991
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	379	1 667	765	103	-808	2 106
Autres produits	58		201	21		280
Total des produits	22 731	17 206	7 021	308	-6 495	40 771
Charges						
Sinistres et frais de règlement des sinistres ;						
prestations vie et santé	-11 799	-9 594				-21 393
Intérêts crédités aux preneurs d'assurance		-2 827				-2 827
Frais d'acquisition	-3 823	-2 256				-6 079
Autres charges	-1 496	-983		-605	-506	-3 590
Charges financières				-1 026		-1 026
Total des charges	-17 118	-15 660	0	-1 631	-506	-34 915
Bénéfice/perte d'exploitation	5 613	1 546	7 021	-1 323	-7 001	5 856
2007						
en millions CHF	Dommages, RC et Accidents	Vie et Santé	Marchés Financiers	Eléments du Groupe	Allocation	Total
Produits						
Primes acquises	18 999	12 665				31 664
Produit des commissions des preneurs d'assurance		955				955
Résultat financier, net	4 458	5 441	8 388	236	-7 831	10 692
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	-74	863	-1 181	-209	-138	-739
Autres produits	97	5	125	75		302
Total des produits	23 480	19 929	7 332	102	-7 969	42 874
Charges						
Sinistres et frais de règlement des sinistres ;						
prestations vie et santé	-12 065	-11 112				-23 177
Intérêts crédités aux preneurs d'assurance		-2 120				-2 120
Frais d'acquisition	-3 834	-2 665				-6 499
Autres charges	-1 633	-1 313		-626	-505	-4 077
Charges financières				-1 649	-165	-1 814
Total des charges	-17 532	-17 210	0	-2 275	-670	-37 687
Bénéfice/perte d'exploitation	5 948	2 719	7 332	-2 173	-8 639	5 187

b) Segment d'activité Dommages, RC et Accidents – par branche

pour les exercices clôturés au 31 décembre

2006 en millions CHF	Dommages Affaires traditionnelles	RC et accidents Affaires traditionnelles	Branches spé- ciales Affaires traditionnelles	Total Affaires traditionnelles	Affaires non traditionnelles	Total
Produits						
Primes acquises	6 096	7 542	4 223	17 861	680	18 541
Résultat financier, net	620	2 232	552	3 404	349	3 753
Plus-values de cession sur investissements, nettes	-48	305	74	331	48	379
Autres produits	-20		52	32	26	58
Total des produits	6 648	10 079	4 901	21 628	1 103	22 731
Charges						
Sinistres et frais de règlement des sinistres	-2 779	-6 220	-2 290	-11 289	-510	-11 799
Frais d'acquisition	-1 074	-1 404	-1 015	-3 493	-330	-3 823
Autres charges	-487	-620	-282	-1 389	-107	-1 496
Total des charges	-4 340	-8 244	-3 587	-16 171	-947	-17 118
Bénéfice d'exploitation	2 308	1 835	1 314	5 457	156	5 613
Taux de sinistre (en %)	45,6	82,5	54,2	63,2		
Coefficient d'exploitation (en %)	25,6	26,8	30,7	27,3		
Ratio combiné (en %)	71,2	109,3	84,9	90,5		

2007 en millions CHF	Dommages Affaires traditionnelles	RC et accidents Affaires traditionnelles	Branches spé- ciales Affaires traditionnelles	Total Affaires traditionnelles	Affaires non traditionnelles	Total
Produits						
Primes acquises	6 464	7 446	4 600	18 510	489	18 999
Résultat financier, net	533	3 205	372	4 110	348	4 458
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	-171	52	6	-113	39	-74
Autres produits	-7		104	97		97
Total des produits	6 819	10 703	5 082	22 604	876	23 480
Charges						
Sinistres et frais de règlement des sinistres	-2 800	-6 634	-2 063	-11 497	-568	-12 065
Frais d'acquisition	-1 143	-1 417	-1 102	-3 662	-172	-3 834
Autres charges	-510	-732	-292	-1 534	-99	-1 633
Total des charges	-4 453	-8 783	-3 457	-16 693	-839	-17 532
Bénéfice d'exploitation	2 366	1 920	1 625	5 911	37	5 948
Taux de sinistre (en %)	43,3	89,1	44,8	62,2		
Coefficient d'exploitation (en %)	25,6	28,9	30,3	28,0		
Ratio combiné (en %)	68,9	118,0	75,1	90,2		

c) Segment d'activité Vie et Santé – par branche

pour les exercices clôturés au 31 décembre

2006 en millions CHF	Vie Affaires traditionnelles	Santé Affaires traditionnelles	Admin Re®	Total
Produits				
Primes acquises	7 851	2 243	880	10 974
Produit des commissions des preneurs d'assurance	38		841	879
Résultat financier, net	1 213	518	1 955	3 686
Plus-values de cession sur investissements, nettes	505	72	1 090	1 667
Autres produits				
Total des produits	9 607	2 833	4 766	17 206
Charges				
Sinistres et frais de règlement des sinistres ; prestations vie et santé	-6 081	-1 763	-1 750	-9 594
Intérêts crédités aux preneurs d'assurance	-569		-2 258	-2 827
Frais d'acquisition	-1 607	-550	-99	-2 256
Autres charges	-503	-161	-319	-983
Total des charges	-8 760	-2 474	-4 426	-15 660
Bénéfice d'exploitation	847	359	340	1 546
Résultat d'exploitation, hors plus-values/moins-values de cession sur investissements sans participation, nettes				
	759	272	350	1 381
Résultat financier, net – unités de compte	109		561	670
Plus-values de cession sur investissements, nettes – unités de compte	410		909	1 319
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes – sans participation des assurés	88	87	-10	165
Produits d'exploitation ¹	9 000	2 746	3 306	15 052
Ratio des charges administratives (en %)	5,6	5,9	9,6	6,5
Rendement des produits d'exploitation (en %)	8,4	9,9	10,6	9,2

¹ Les produits d'exploitation excluent le résultat financier net et les plus-values de cession sur investissements nettes liées aux affaires en unités de compte car celles-ci sont créditées aux titulaires des contrats via les intérêts crédités aux preneurs d'assurance et n'ont donc aucun impact sur le résultat d'exploitation.

pour les exercices clôturés au 31 décembre

2007 en millions CHF	Vie Affaires traditionnelles	Santé Affaires traditionnelles	Admin Re®	Total
Produits				
Primes acquises	8 311	2 950	1 404	12 665
Produit des commissions des preneurs d'assurance	48		907	955
Résultat financier, net	1 769	724	2 948	5 441
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	-161	-54	1 078	863
Autres produits	5			5
Total des produits	9 972	3 620	6 337	19 929
Charges				
Sinistres et frais de règlement des sinistres ; prestations vie et santé	-6 226	-2 239	-2 647	-11 112
Intérêts crédités aux preneurs d'assurance	255		-2 375	-2 120
Frais d'acquisition	-1 697	-596	-372	-2 665
Autres charges	-684	-159	-470	-1 313
Total des charges	-8 352	-2 994	-5 864	-17 210
Bénéfice d'exploitation	1 620	626	473	2 719
Résultat d'exploitation, hors plus-values/moins-values de cession sur investissements sans participation, nettes	1 710	612	422	2 744
Résultat financier, net – unités de compte	111		638	749
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes – unités de compte	-421		933	512
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes – sans participation des assurés	-90	14	51	-25
Produits d'exploitation ¹	10 372	3 606	4 715	18 693
Ratio des charges administratives (en %)	6,6	4,4	10,0	7,0
Rendement des produits d'exploitation (en %)	16,5	17,0	9,0	14,7

¹ Les produits d'exploitation excluent le résultat financier net et les plus-values de cession sur investissements nettes liées aux affaires en unités de compte car celles-ci sont créditées aux titulaires des contrats via les intérêts crédités aux preneurs d'assurance et n'ont donc aucun impact sur le résultat d'exploitation.

d) Marchés Financiers

pour les exercices clôturés au 31 décembre

2006 en millions CHF	Crédit et taux	Actions et placements alternatifs	Autres	Total
Produits				
Primes acquises				
Résultat financier, net	5 771	313	-29	6 055
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	-182	904	43	765
Autres produits	201			201
Total des produits	5 790	1 217	14	7 021
Charges				
Sinistres et frais de règlement des sinistres				0
Frais d'acquisition				0
Autres charges				0
Total des charges	0	0	0	0
Bénéfice d'exploitation	5 790	1 217	14	7 021

2007 en millions CHF	Crédit et taux	Actions et placements alternatifs	Autres	Total
Produits				
Primes acquises				
Résultat financier, net	7 999	413	-24	8 388
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	-1 518	1 631	-1 294	-1 181
Autres produits	125			125
Total des produits	6 606	2 044	-1 318	7 332
Charges				
Sinistres et frais de règlement des sinistres				0
Frais d'acquisition				0
Autres charges				0
Total des charges	0	0	0	0
Bénéfice/perte d'exploitation	6 606	2 044	-1 318	7 332

e) Primes acquises nettes et produit des commissions des preneurs d'assurance ventilés par pays

en millions CHF	2006	2007
Etats-Unis	12 320	13 387
Royaume-Uni	3 513	4 788
Allemagne	2 560	1 983
Canada	1 235	1 314
France	1 137	1 220
Australie	979	997
Italie	804	994
Suisse	705	832
Espagne	626	704
Autres	6 515	6 400
Total	30 394	32 619

16 Filiales, participations et entités à détenteurs de droits variables

Filiales et participations

	Capital-actions (en millions CHF)	Taux de participation en % au 31.12.2007	Méthode de consolidation
Europe			
Allemagne			
Swiss Re Frankona Management Service GmbH ²	0	100	i
Swiss Re Frankona Rückversicherungs AG ²	83	100	i
Swiss Re Germany AG	74	100	i
Swiss Re Germany Holding GmbH ²	42	100	i
Danemark			
Swiss Re Denmark Holding ApS ²	54	100	i
Swiss Re Denmark Reinsurance A/S ²	43	100	i
France			
Frasecur Société d'Investissement à Capital Variable ¹	97	99,96	i
Protegys Assurance	14	34	e
Hongrie			
Swiss Re Treasury (Hungary) Ltd.	0	100	i
Irlande			
Swiss Re International Treasury (Ireland) Ltd.	0	100	i
Swiss Re Ireland Ltd.	166	100	i
Swiss Re Life & Health (Ireland) Ltd.	1	100	i
Swiss Reinsurance Ireland Limited ²	166	100	i
Luxembourg			
Swiss Re Europe S.A.	114	100	i
Swiss Re Finance (Luxembourg) S.A.	0	100	i
Swiss Re Funds (LUX) I	3 505	100	i
Swiss Re Management (Luxembourg) S.A.	329	100	i
Swiss Re Treasury (Luxembourg) S.A.	174	100	i
Malte			
Swiss Re Finance (Malta) Ltd.	3 173	100	i
Swiss Re Treasury (Malta) Limited	828	100	i
Pays-Bas			
Algemene Levenshervereking Maatschappij N.V.	8	100	i
Atradius	94	34,95	e
Calam C.V.	0	100	i
Reassurantie Maatschappij Nederland N.V.	12	100	i
Swiss Re Life & Health Nederland N.V.	6	100	i
Swiss Re Nederland Holding B.V.	1	100	i
Méthode de consolidation :			
i	intégrale		
e	par mise en équivalence		
1	Situation nette au lieu du capital-actions		
2	Suite à l'acquisition de GE Insurance Solutions		

	Capital-actions (en millions CHF)	Taux de participation en % au 31.12.2007	Méthode de consolidation
Royaume-Uni			
Admin Re UK Limited	12	100	i
Banian Investments UK Ltd.	1	100	i
Calico Leasing (GB) Ltd.	79	100	i
Cyrenaic Investments (UK) Ltd.	1 352	100	i
Dex Name Ltd.	26	100	i
European Credit and Guarantee Insurance PCC Ltd.	10	100	i
Life Assurance Holding Corporation Ltd.	165	100	i
NM Insurance Holdings Limited	296	100	i
NM Life Group Limited	337	100	i
NM Life Limited	214	100	i
NM Pensions Limited	304	100	i
Reassure UK Life Assurance Company Ltd.	870	100	i
SR Delta Investments (UK) Ltd.	16	100	i
SR International Business Insurance Company Ltd.	288	100	i
SRNY Limited	75	100	i
Swiss Re BHI Limited	0	100	i
Swiss Re Capital Markets Ltd.	68	100	i
Swiss Re Financial Services Ltd.	16	100	i
Swiss Re Frankona LM Limited ²	16	100	e
Swiss Re Frankona Reinsurance Ltd. ²	0	100	i
Swiss Re GB Plc	1 439	100	i
Swiss Re Life & Health Limited	428	100	i
Swiss Re Properties Ltd.	0	100	i
Swiss Re Services Ltd.	5	100	i
Swiss Re Specialised Investments Holdings (UK) Ltd.	2	100	i
Swiss Re Specialty Insurance (UK) Ltd. ²	41	100	i
Swiss Reinsurance Company UK Ltd.	1 068	100	i
The Mercantile & General Reinsurance Company Ltd.	0	100	i
The Palatine Insurance Company Limited	17	100	i
Windsor Life Assurance Company Ltd.	7	100	i
XSMA Ltd.	34	100	i
Suisse			
D Holding	9	48,14	e
Compagnie Européenne de Réassurances de Zurich	312	100	i
SR Institutional Funds ¹	12 269	85,93	i
Swiss Re Asset Management Funds (Switzerland) AG	1	100	i
Swiss Re Partnership Holding AG	0	100	i
Tertianum AG	10	23,2	e

	Capital-actions (en millions CHF)	Taux de participation en % au 31.12.2007	Méthode de consolidation
Amérique du Nord et Caraïbes			
La Barbade			
Accra Holdings Corporation	18	100	i
Atlantic International Reinsurance Company Ltd.	5	100	i
European Finance Reinsurance Company Ltd.	6	100	i
European International Holding Company Ltd.	1 466	100	i
European International Reinsurance Company Ltd.	1 804	100	i
Gasper Funding Corporation	19	100	i
Stockwood Reinsurance Company, Ltd.	1	100	i
Underwriters Reinsurance Company (Barbados) Ltd.	18	100	i
Bermudes			
CORE Reinsurance Company Limited	0	100	i
Englewood Ltd.	0	100	i
Life Re International, Ltd.	0	100	i
Old Fort Insurance Company Ltd.	0	100	i
Swiss Re Global Markets Limited	0	100	i
SwissRe Capital Management (Bermuda) Ltd.	0	100	i
SwissRe Finance (Bermuda) Ltd.	0	100	i
SwissRe Investments (Bermuda) Ltd.	0	100	i
Canada			
Swiss Re Holdings (Canada) Inc.	135	100	i
Swiss Re Life & Health Canada	130	100	i
Swiss Reinsurance Company Canada	12	100	i
Iles Caïmans			
Ampersand Investments (UK) Ltd.	0	100	i
Cobham Funding Ltd.	23	100	i
Dunstanburgh Finance (Cayman) Ltd.	0	100	i
Farnham Funding Ltd.	5	100	i
Kilgallon Finance Ltd.	23	100	i
SR Alternative Financing I SPC	0	100	i
SR Alternative Financing II SPC	0	100	i
SR Cayman Holdings Ltd.	0	100	i
SR York Limited	113	100	i
Swiss Re Dorus Investment Ltd.	0	100	i
Swiss Re Funding (UK) Ltd.	0	100	i
Swiss Re Hedge Funds SPC	0	100	i
Swiss Re Strategic Investments (UK) Ltd.	0	100	i
SV Corinthian Investments Ltd.	0	100	i

	Capital-actions (en millions CHF)	Taux de participation en % au 31.12.2007	Méthode de consolidation
Etats-Unis			
Conning & Company	0	100	i
Core Insurance Holdings Inc. ²	0	100	i
Employers Reinsurance Corporation ²	7	100	i
Facility Insurance Corporation	1	100	i
Facility Insurance Holding Corporation	0	100	i
First Specialty Insurance Corporation ²	6	100	i
Industrial Risk Insurers ²	3	100	i
Life Re Capital Trust I	4	100	i
North American Capacity Insurance Company	5	100	i
North American Elite Insurance Company	4	100	i
North American Specialty Insurance Company	5	100	i
Reassure America Life Insurance Company	6	100	i
Southwestern Life Holdings, Inc.	1	100	i
SR PA Finance Inc	0	100	i
Swiss Re America Holding Corporation	0	100	i
Swiss Re Asset Management (Americas) Inc.	0	100	i
Swiss Re Atrium Corporation	1	100	i
Swiss Re Capital Markets Corporation	0	100	i
Swiss Re Financial Products Corporation	0	100	i
Swiss Re Financial Services Corporation	0	100	i
Swiss Re Solutions Holding Corporation ²	10	100	i
Swiss Re Life & Health America Holding Company	5	100	i
Swiss Re Life & Health America Inc.	5	100	i
Swiss Re Management Corporation	1	100	i
Swiss Re Partnership Holding, LLC	0	100	i
Swiss Re Treasury (US) Corporation	0	100	i
Swiss Reinsurance America Corporation	12	100	i
Washington International Insurance Company	5	100	i
Westport Insurance Corporation ²	6	100	i
Australie			
Swiss Re Australia Ltd.	20	100	i
Swiss Re Life & Health Australia Ltd.	154	100	i
The Mercantile and General Reinsurance Company of Australia Ltd.	0	100	i
Afrique			
Afrique du Sud			
Swiss Re Africa Ltd.	2	100	i
Swiss Re Life & Health Africa Ltd.	0	100	i
Asie			
Singapour			
ERC Asia Pacific Pte Ltd	4	100	i

Entités à détenteurs de droits variables

Le Groupe détient des droits variables dans différentes entités découlant d'un traité de coassurance modifié, dans certaines titrisations d'assurance et de crédit, dans certains partenariats limités de private equity, dans des hedge funds, dans des financements externes et dans d'autres entités qui répondent à la définition d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV).

Les titrisations d'assurance et de crédit transfèrent des risques d'assurance ou de crédit préexistants aux marchés financiers par le biais de l'émission de titres d'assurance ou de titres de crédit. Dans le cadre de la titrisation d'assurance, le véhicule de titrisation assume initialement le risque d'assurance par le biais de contrats d'assurance. Dans le cadre de la titrisation de crédit, le véhicule de titrisation assume initialement le risque de crédit par le biais de swaps de défaut.

En général, le véhicule de titrisation conserve les produits de l'émission à titre de couverture. Les droits variables du Groupe résultent de la détention de titres d'assurance et de crédit ou de la couverture fournie pour la valeur de la garantie détenue. L'exposition maximale aux sinistres correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : valeur comptable de la garantie couverte, ou valeur comptable des titres d'assurance ou de crédit détenus. La garantie détenue consiste généralement en titres de premier ordre.

Les véhicules de gestion de billets de trésorerie émettent des billets de trésorerie pour financer l'achat d'actifs. Le Groupe assume les risques et les rendements d'une partie des actifs détenus par le véhicule au moyen d'un swap de rendement total. L'exposition maximale aux sinistres correspond à la valeur comptable des actifs sous-jacents du swap.

D'autres véhicules d'investissement consistent en des partenariats limités de private equity et des hedge funds. Les droits variables du Groupe résultent de la détention d'une participation dans le véhicule ou d'une garantie de la valeur des actifs détenus par le véhicule. L'exposition maximale aux sinistres équivaut à la valeur comptable de la participation ou au montant maximum payable sous garantie.

Les véhicules de financement émettent des emprunts (notes) pour apporter des moyens financiers à Swiss Re. La perte maximale possible est limitée au plus faible de ces deux montants : les actifs totaux à l'exclusion du financement fourni à Swiss Re d'une part, et la valeur comptable de la participation de Swiss Re d'autre part.

Le tableau ci-après présente le total de l'actif des EDDV dont le Groupe est le principal bénéficiaire, mais sur lesquelles il ne détient pas la majorité des droits de vote :

au 31 décembre en millions CHF	2006	2007
Accord de coassurance modifié	5 324	4 022
Véhicules d'investissement	447	8 007
Autres	6	1
Total	5 777	12 030

Au 31 décembre 2007, la consolidation des EDDV a généré un intérêt minoritaire dans le bilan de 435 millions CHF (31 décembre 2006 : 702 millions CHF). L'intérêt minoritaire est inclus dans le poste Comptes de régularisation et autres engagements. L'intérêt minoritaire net dans le résultat s'est inscrit à 37 millions CHF au 31 décembre 2007 (39 millions CHF au 31 décembre 2006) net d'impôts. Les effets sur le compte de résultat sont inclus dans les activités concernées avec les mouvements sous-jacents dans les produits et les charges.

Le tableau ci-après présente le total de l'actif et l'exposition maximale aux sinistres au sein des EDDV dans lesquelles le Groupe détient un droit variable important :

au 31 décembre en millions CHF	2006		2007	
	Total des actifs	Exposition maxi- male aux sinistres	Total des actifs	Exposition maxi- male aux sinistres
Titrisations d'assurance/de crédit	7 861	7 786	10 874	10 874
Véhicules de gestion des billets de trésorerie	3 699	3 699		
Véhicules d'investissement	3 487	1 952	17 684	2 089
Financement par emprunt	2 683	250	7 753	526
Autres	795	777	1 690	1 137
Total	18 525	14 464	38 001	14 626

17 Provision pour restructuration

En 2007, des dépenses de 31 millions CHF et de 46 millions CHF ont été inscrites par le Groupe à la charge de la provision afférente respectivement aux activités d'Insurance Solutions et aux activités existantes de Swiss Re.

2007 en millions CHF	Dommages, RC et Accidents	Vie et Santé	Marchés Financiers	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	99	30	38	167
Augmentation de la provision	5	1	1	7
Libération de la provision	-3	-6	-1	-10
Coûts engagés	-55	-14	-8	-77
Impact de l'écart de conversion	-3	-1	-2	-6
Solde au 31 décembre	43	10	28	81

18 Changements relatifs à la présentation et à la publication des informations du Groupe

Publication d'informations relatives aux segments

En 2007, le Groupe a modifié son organisation avec, à la clé, une intégration plus complète des activités des Services Financiers. Cette nouvelle structure comporte trois segments d'activité opérationnels : Dommages, RC et Accidents, Vie et Santé et Marchés Financiers. Les éléments non alloués à ces trois segments sont comptabilisés dans «Eléments du Groupe».

Les segments opérationnels sont déterminés par la structure organisationnelle et la manière dont la direction révisé le résultat opérationnel du Groupe.

Le segment Dommages, RC et Accidents se compose des sous-segments suivants : Dommages, RC et accidents, Affaires traditionnelles ; Branches spéciales, Affaires traditionnelles et non traditionnelles. Le sous-segment Branches spéciales, Affaires traditionnelles inclut certaines parties des anciennes affaires de Credit Solutions, la réassurance crédit, les affaires de garantie financière, le financement des opérations de crédit et les titrisations de crédit.

Des parties des affaires de Capital Management and Advisory sont intégrées à Dommages, RC et Accidents, dont les produits et charges liés aux titres assurantiers dans ces branches.

Le segment Vie et Santé se compose comme auparavant des sous-segments suivants : Vie, Affaires traditionnelles ; Santé, Affaires traditionnelles et Admin Re®.

Certaines parties des anciennes affaires de Capital Management and Advisory sont à présent intégrées au segment d'activité Vie et Santé, dont les affaires de rentes variables.

Marchés Financiers se compose de Crédit et taux, Actions et placements alternatifs et Autres.

Le segment d'activité Marchés Financiers comprend les rendements des titres à revenu fixe, des actions et des placements alternatifs du Groupe. La gestion d'actifs pour compte de tiers est prise en compte dans le sous-segment Crédit et taux.

Le sous-segment Autres comprend les plus-values/moins-values mark-to-market sur les produits de crédit structurés.

Intérêts techniques

Les éléments du Groupe comprennent les coûts des fonctions du corporate centre non alloués aux segments d'activité, des éléments de change, les charges financières sur la dette d'exploitation et financière (sauf pour les charges financières attribuées aux segments) et d'autres éléments non pertinents pour déterminer la performance des segments opérationnels.

Suite à la réorganisation, l'allocation du résultat des investissements a été revue. Une partie du résultat financier, dont le produit des investissements, les plus-values de cession sur les affaires en unités de compte, les affaires avec participation des assurés et les dérivés de réassurance, n'est pas prise en compte dans le calcul de la performance des Marchés Financiers et est directement allouée à Dommages, RC et Accidents ainsi qu'à Vie et Santé.

Les rendements pour compte propre enregistrés dans le cadre de Marchés Financiers sont alloués à Dommages, RC et Accidents et à Vie et Santé. L'allocation est à présent basée sur les provisions techniques et d'autres informations, dont la durée des engagements sous-jacents.

Le résultat des investissements du sous-segment Autres des Marchés Financiers n'est pas alloué aux segments Dommages, RC et Accidents et Vie et Santé. La colonne « Allocation » n'inclut pas le résultat des investissements des Marchés Financiers ni les autres produits et/ou charges alloués à Dommages, RC et Accidents ou à Vie et Santé.

Actifs et engagements des Services Financiers

Suite à l'intégration des Services Financiers dans le segment d'activité de la structure du Groupe, les actifs et les engagements des Services Financiers ne sont plus inscrits séparément au bilan. Les positions respectives ont été intégrées aux postes du bilan existants. Les informations sur les activités de financement sont encore disponibles (cf. point 6 de l'annexe).

Le tableau ci-après indique le résultat de l'intégration au 31 décembre 2006 :

au 31 décembre 2006 en millions CHF	Avant changement de structure	Reclassement	Après changement de structure
Actif			
Titres à revenu fixe, de transaction	22 622	22 040	44 662
Actions, de transaction	20 828	1 674	22 502
Prêts sur polices, prêts hypothécaires et autres prêts	7 058	1 016	8 074
Investissements à court terme	9 464	293	9 757
Autres investissements	4 336	6 708	11 044
Produits des investissements à recevoir	1 782	184	1 966
Primes à recevoir et autres créances	14 726	45	14 771
Autres actifs	5 045	392	5 437
Actifs des Services Financiers			
– titres à revenu fixe, de transaction	23 714	–23 714	0
Autres actifs des Services Financiers	8 638	–8 638	0
Actifs non affectés par les reclassements ¹	173 087	0	173 087
Total de l'actif	291 300	0	291 300
Engagements			
Dettes à court terme	1 917	7 201	9 118
Comptes de régularisation et autres engagements	6 470	18 407	24 877
Dettes à long terme	7 973	6 765	14 738
Engagements des Services Financiers			
– dettes à court terme	7 201	–7 201	0
Engagements des Services Financiers			
– dettes à long terme	6 765	–6 765	0
Autres engagements des Services Financiers	18 407	–18 407	0
Engagements non affectés par les reclassements ¹	211 683	0	211 683
Total des engagements	260 416	0	260 416
Total des fonds propres	30 884	0	30 884
Total du passif	291 300	0	291 300

¹ Les autres actifs et autres engagements de cet aperçu comprennent tous les actifs et engagements non soumis à reclassement.

Courtages

Les montants alloués aux autres actifs investis incluent les titres achetés dans le cadre d'une convention de revente, les instruments dérivés selon la norme FAS 133 et les autres investissements. Les montants alloués aux comptes de régularisation et autres engagements incluent les accords de prise en pension, les instruments dérivés selon la norme FAS 133, les titres vendus à découvert et les autres créanciers. Des courtages proviennent des activités de courtage du segment Services Financiers. Ces courtages ont été alloués aux postes respectifs du compte de résultat pour refléter la nouvelle organisation et la nouvelle structure du bilan.

Les courtages générés par les actifs et les engagements des Services Financiers sont comptabilisés dans le résultat financier net, les plus-values/moins-values de cession nettes et les charges financières en fonction de la nature du produit et/ou de la charge.

pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2006 en millions CHF	Avant changement de structure	Reclassement	Après changement de structure
Résultat financier, net	6 990	1 001	7 991
Plus-values/moins-values de cession, nettes	1 948	158	2 106
Courtages	654	-654	0
Produits non affectés par les reclassements ¹	30 674	0	30 674
Total des produits	40 266	505	40 771
Charges			
Charges financières	-521	-505	-1 026
Charges non affectées par les reclassements ¹	-33 889	0	-33 889
Total des charges	-34 410	-505	-34 915
Résultat avant impôts sur les bénéfices	5 856	0	5 856
Impôts sur les bénéfices	-1 296	0	-1 296
Résultat, net	4 560	0	4 560

¹ Ces catégories résument les produits et les charges du compte de résultat du Groupe non affectés par les reclassements.

Tableau de financement

Selon les changements du bilan et du compte de résultat, les postes relatifs aux flux de trésorerie ont été modifiés. Les flux de trésorerie des actifs et engagements des services financiers sont réalloués selon leurs origines respectives (exploitation/investissement/financement).

19 Evénement subséquent

Le 27 février 2008, une action dite « putative class action » dans la sphère financière a été intentée devant le Tribunal fédéral du district sud de New York, aux Etats-Unis, contre Swiss Re Zurich et plusieurs de ses dirigeants invoquant des déclarations fausses et mensongères en relation avec la moins-value markt-to-market annoncée le 19 novembre 2007. Le Groupe entend se défendre avec vigueur contre cette action.

Rapport des réviseurs du Groupe

Rapport du réviseur des comptes consolidés
à l'Assemblée générale des actionnaires
de la Compagnie Suisse de Réassurances
Zurich

En notre qualité de réviseur des comptes consolidés, nous avons vérifié les comptes consolidés (compte de résultat, bilan, fonds propres, résultat global, tableau de financement, et annexe aux comptes consolidés/pages 131 à 202) du groupe Swiss Re pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2007.

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés incombe au conseil d'administration alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes consolidés et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses, ainsi que selon les Auditing Standards generally accepted in the United States of America (US GAAS). Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes consolidés puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes consolidés et les indications figurant dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Accounting principles generally accepted in the United States of America (US GAAP) et sont conformes à la loi suisse.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers AG

David J.A. Law
Réviseur responsable

Dawn M. Kink

Zurich, le 28 février 2008

Rapport annuel

Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich

Compagnie de réassurance et de holding

A la fois compagnie de réassurance et société de holding, la Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich, remplit une double fonction au sein du Groupe. On se référera en priorité aux comptes annuels consolidés pour évaluer la position sur le marché, la rentabilité et la solidité financière de l'organisation de Swiss Re sur le plan mondial.

Nous commenterons brièvement l'exercice 2007 de la maison mère pour compléter le rapport d'activité du groupe Swiss Re.

Exercice 2007

Le bénéfice de l'exercice après impôts déterminé sur la base du droit suisse des sociétés s'est élevé à 1,7 milliard CHF, alors qu'il s'était inscrit à 2,1 milliards CHF au titre de l'exercice précédent.

L'exercice s'est caractérisé par une sensible amélioration du résultat de la réassurance, amélioration tenant principalement à l'accroissement du volume d'affaires et à une sinistralité modérée. Le résultat des investissements a diminué essentiellement en raison de corrections de valeur plus importantes.

Résultat de la réassurance

Les primes émises brutes ont augmenté de 3,9 milliards CHF à 23,8 milliards CHF, une hausse qui tient principalement à l'acquisition de GE Insurance Solutions en 2006.

Les sinistres et frais de règlement des sinistres ont progressé, reflétant la hausse du volume d'affaires en général ainsi que les moins-values en Europe et en Asie au premier semestre.

La réduction des frais d'acquisition traduit l'impact non récurrent du changement de méthode d'évaluation des provisions techniques vie et santé en 2006.

Résultat des investissements

Les revenus des investissements sont restés pratiquement inchangés à 5,4 milliards CHF. La charge des investissements a augmenté, passant de 2,6 milliards CHF en 2006 à 4,2 milliards CHF. Cette amélioration tient essentiellement à la dépréciation légale de 1,5 milliard CHF des titres à revenu fixe et des actions.

Le rendement des investissements alloué aux opérations de réassurance a augmenté en raison de l'accroissement des provisions techniques et d'une légère hausse des taux d'intérêt.

Autres produits et charges

La hausse des produits et charges financiers tient aux transactions de financement réalisées au sein du groupe Swiss Re. En outre, les charges financières accrues reflètent l'émission d'emprunts perpétuels subordonnés «step-up» en 2007.

Actif

Le total de l'actif a augmenté de 14 % s'établissant à 105,1 milliards CHF. Cette progression tient surtout à la hausse des actifs investis, des prêts aux filiales et des titres à revenu fixe. Dans l'actif circulant, les postes liés à la réassurance ont augmenté en raison surtout de l'expansion des activités et des nouvelles affaires souscrites sur une base de fonds retenus.

Passif

Les provisions et dettes se sont accrues de 12,3 milliards CHF à 86,1 milliards CHF. En 2007, la Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich, a émis des emprunts perpétuels subordonnés «step-up» en rapport avec le placement de capital hybride à hauteur de 500 millions GBP et 750 millions AUD. En outre, les prêts aux filiales ont augmenté en raison des transactions de financement intragroupe. La hausse des provisions techniques, qui tient essentiellement à l'accroissement des provisions pour sinistres, s'explique principalement par la progression du volume d'affaires.

La provision pour égalisation a été portée à 550 millions CHF, ce qui correspond à une hausse de 300 millions CHF, pour la fluctuation des sinistres futurs et pour les sinistres catastrophiques et majeurs.

Fonds propres

Au 31 décembre 2006, les fonds propres s'élevaient à 18,4 milliards CHF avant l'affectation du bénéfice. Après le versement de 1 162 millions CHF au titre de dividende pour 2006, l'émission de nouvelles actions et l'inclusion du bénéfice de l'exercice 2007, les fonds propres ont augmenté pour s'établir à 19,0 milliards CHF fin 2007.

Les autres réserves ont diminué de 0,3 milliard CHF à 15,2 milliards CHF en 2007 en raison de l'augmentation de la réserve pour actions propres, de l'allocation du bénéfice au titre de l'exercice 2006 et de l'émission de nouvelles actions liée aux options.

Le capital-actions de la Compagnie a légèrement reculé, reflétant l'effet net de l'annulation de 4 505 347 actions basée sur la résolution adoptée par l'Assemblée générale en 2007 ainsi que 451 724 actions nouvellement émises dans le cadre du capital conditionnel destiné aux plans d'actionnariat salarié. Au 31 décembre 2007, le capital-actions s'élevait à 37 millions CHF.

Compte de résultat

Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich

pour les exercices clôturés au 31 décembre

en millions CHF	Points de l'annexe	2006	2007
Réassurance	1		
Primes acquises		16 083	18 883
Sinistres et frais de règlement des sinistres		-11 210	-13 663
Prestations vie et santé		1 112	77
Variation de la provision pour égalisation		-250	-300
Frais d'acquisition		-5 786	-3 949
Autre résultat de réassurance		972	983
Frais d'exploitation		-1 379	-1 269
Intérêts techniques		1 095	1 326
Résultat de la réassurance		637	2 088
Investissements	2		
Revenus des investissements		5 431	5 437
Charges des investissements		-2 634	-4 175
Intérêts techniques		-1 095	-1 326
Résultat des investissements		1 702	-64
Autres produits et charges			
Autres produits financiers		244	348
Autres charges financières		-301	-524
Autres produits		122	226
Autres charges		-190	-129
Résultat des autres produits et charges		-125	-79
Résultat avant impôts		2 214	1 945
Impôts		-70	-248
Résultat, net		2 144	1 697

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Bilan

Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich

au 31 décembre

Actif

en millions CHF	Points de l'annexe	2006	2007
Actifs non courants			
Investissements			
Investissements immobiliers		970	1 098
Participations		17 249	17 092
Prêts aux filiales		8 859	13 737
Prêts hypothécaires et autres prêts		762	749
Actions		8 956	7 461
Titres à revenu fixe		19 204	22 860
Investissements à court terme		1 709	1 497
Instruments financiers dérivés actifs		562	1 713
Total des investissements		58 271	66 207
Actifs corporels		871	772
Actifs incorporels		59	63
Total des actifs non courants		59 201	67 042
Actif circulant			
Primes à recevoir et autres créances de réassurance	3	7 295	9 615
Créances pour dépôts auprès de cédantes	3	17 698	20 115
Frais d'acquisition reportés	3	1 103	1 085
Liquidités et équivalents de liquidités		2 158	4 041
Autres créances		3 134	1 382
Autres actifs		677	590
Revenu à recevoir		955	1 224
Total de l'actif circulant		33 020	38 052
Total de l'actif		92 221	105 094

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Passif

en millions CHF	Points de l'annexe	2006	2007
Provisions et dettes			
Provisions techniques			
Provisions pour sinistres	4	42 972	48 469
Provisions techniques vie et santé	4	11 459	11 053
Primes non acquises	4	4 248	4 832
Provisions pour participations aux bénéfices	4	552	617
Provision pour égalisation	4	250	550
Total des provisions techniques		59 481	65 521
Provisions financières			
Provision pour charges fiscales		205	179
Provision pour variation des taux de change		905	948
Autres provisions financières		570	518
Total des provisions financières		1 680	1 645
Dettes de financement			
Emprunts obligataires		4 319	5 757
Emprunts		620	3 060
Total des dettes de financement		4 939	8 817
Dépôts effectués par les récessionnaires	4	2 574	2 849
Dettes nées des opérations de réassurance	4	2 851	3 713
Dettes découlant des instruments financiers dérivés		939	2 417
Autres dettes		1 193	949
Charges à payer		155	202
Total des provisions et dettes		73 812	86 113
Fonds propres			
Capital-actions	5	37	37
Réserve pour actions propres		31	1 297
Autres réserves légales		650	650
Autres réserves		15 539	15 235
Report de bénéfice		8	65
Résultat de l'exercice		2 144	1 697
Total des fonds propres		18 409	18 981
Total du passif		92 221	105 094

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Annexe

Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich

Principaux principes comptables

Présentation des comptes

Les comptes annuels sont établis sur la base du droit suisse des sociétés.

Période comptable

L'exercice 2007 comprend la période comptable qui s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007.

Ecarts de conversion

Les comptes d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en francs suisses au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les participations sont conservées en francs suisses à des taux de change historiques.

Les produits et les charges sont convertis en francs suisses au taux de change moyen de l'exercice sous revue.

Les variations de taux de change issues de la réévaluation du bilan d'ouverture, les ajustements dus à l'application des taux au 31 décembre ou des taux moyens et les transactions en devises étrangères font l'objet d'une provision pour risque de change.

Investissements

Les actifs suivants sont reportés à leur valeur d'acquisition, diminuée des amortissements nécessaires autorisés par la loi :

- Investissements immobiliers
- Participations
- Actions
- Titres à revenu fixe
- Investissements dans des fonds
- Investissements à court terme
- Instruments financiers dérivés actifs

Ces actifs ne font généralement pas l'objet de réévaluation. L'évaluation est conforme aux prescriptions des autorités suisses de contrôle de l'assurance.

Les actifs liés à des instruments financiers dérivés incluent les contrats de réassurance ou les options intégrées dans des contrats de réassurance qui présentent les caractéristiques d'instruments financiers dérivés.

Les investissements à court terme comprennent les investissements dont l'échéance résiduelle à la date d'acquisition est supérieure à trois mois et inférieure ou égale à un an.

Les prêts aux filiales, prêts hypothécaires et autres prêts sont comptabilisés à la valeur nominale. Les ajustements de valeur sont comptabilisés lorsque la valeur de recouvrement est inférieure à la valeur nominale.

Actifs corporels

La propriété immobilière pour usage propre est évaluée à la valeur d'acquisition ou au coût de revient, déduction faite des amortissements nécessaires autorisés par la loi.

Les autres actifs corporels sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements linéaires fixés au cas par cas et effectués sur toute la durée de vie. Les éléments d'importance mineure ne sont pas portés à l'actif.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels, qui consistent en des coûts de développement capitalisés pour les logiciels destinés à l'usage interne, sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements linéaires fixés au cas par cas sur leur durée d'utilité estimée.

Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition reportés consistent essentiellement en des commissions et sont liés aux nouvelles affaires de réassurance. Les frais d'acquisition reportés pour les contrats de courte durée sont amortis en proportion des primes acquises. Les frais d'acquisition reportés pour les contrats de longue durée sont amortis sur toute la durée des contrats sous-jacents.

Autres actifs

Les autres actifs consistent en des frais reportés pour polices de réassurance rétroactive, qui sont amortis au niveau des bénéfices sur la période durant laquelle on peut s'attendre à devoir payer des indemnités au titre de sinistres.

Autres actifs circulants

Les autres actifs circulants sont comptabilisés dans le bilan à leur valeur nominale, après déduction, le cas échéant, des risques de crédit connus.

Provisions techniques

Les provisions pour sinistres sont basées sur les données fournies par les clients et sur les propres estimations de l'évolution attendue des sinistres, établies sur la base de l'expérience statistique. Elles comprennent des provisions pour les sinistres déjà survenus mais non encore déclarés. Le montant de cette provision correspond intégralement au montant attendu des indemnités à verser.

Les provisions techniques vie et santé sont déterminées sur la base de valeurs actuelles calculées actuariellement avec prise en compte de l'expérience. Pour les affaires externes, les dettes résultant des opérations de réassurance correspondent soit aux informations communiquées par la cédante, soit aux estimations de leur propre expérience établies sur la base d'études internes (valeur la plus élevée des deux). En ce qui concerne les affaires cédées par les filiales vie et santé de la Compagnie, une évaluation prospective de la prime brute est appliquée en tenant compte des flux de trésorerie futurs attendus afférents au contrat de réassurance à partir de la date d'évaluation jusqu'à l'expiration des obligations contractuelles. Les flux de trésorerie incluent les primes, les sinistres, les commissions, les produits et les charges des investissements ainsi qu'une marge de prudence visant à refléter les incertitudes des meilleures estimations sous-jacentes. Il pourrait en résulter une provision négative, qui est alors traditionnellement fixée à zéro.

Les principes comptables relatifs aux affaires vie et santé impliquent qu'aucun contrat ne soit traité comme un actif au bilan, à l'exception de contrats spécifiques (par exemple, les traités de coassurance modifiés), pour lesquels un montant net après compensation a été versé et est recouvrable par la cédante.

Les primes émises relatives aux périodes futures, dénommées primes non acquises, sont normalement calculées selon des méthodes statistiques. Les provisions pour commissions sont déterminées de manière correspondante et comptabilisées dans Frais d'acquisition reportés.

Les provisions pour participations aux bénéfices reposent sur les accords contractuels passés avec les clients et dépendent de la sinistralité afférente aux contrats de réassurance.

La provision pour égalisation est constituée afin de protéger le bilan et de remédier aux pics de sinistralité durant les exercices présentant une charge de sinistres exceptionnellement élevée. Dans ce but, des montants appropriés de la provision pour égalisation sont libérés.

La portion des provisions techniques se rapportant aux affaires rétrocédées est déterminée ou estimée en fonction de l'accord contractuel et des données brutes des affaires sous-jacentes par traité.

Provisions financières

La provision pour charges fiscales correspond aux impôts attendus sur la base de l'exercice écoulé.

La provision pour variation des taux de change comprend toutes les variations de change issues de la réévaluation du bilan d'ouverture, les ajustements dus à l'application des taux au 31 décembre ou des taux moyens et les transactions en devises étrangères.

La dotation des autres provisions financières est déterminée selon des principes commerciaux, en fonction d'une estimation des besoins et conformément aux réglementations fiscales.

Dettes de financement

Les dettes de financement sont détenues à la valeur de remboursement.

Dépôts effectués par les rétrocessionnaires

Les dépôts effectués par les rétrocessionnaires comprennent essentiellement des espèces retenues de la rétrocession et sont enregistrés à la valeur de remboursement.

Dettes nées des opérations de réassurance

Les dettes nées des opérations de réassurance sont détenues à la valeur de remboursement.

Dettes découlant des instruments financiers dérivés

Les dettes découlant des instruments financiers dérivés sont généralement maintenues au montant d'engagement maximum à la date du bilan pendant la durée des contrats sous-jacents. Les primes reçues en rapport avec les instruments financiers dérivés ne sont pas réalisées avant l'expiration ou le règlement du contrat.

Ce poste englobe les contrats de réassurance ou les options intégrées dans des contrats de réassurance qui présentent les caractéristiques d'instruments dérivés. Pour de tels contrats, les primes reçues peuvent être comptabilisées comme produits avant l'expiration ou le règlement du contrat dans les cas où l'engagement enregistré a déjà atteint le montant maximum potentiellement payable selon les conditions des contrats correspondants.

Comptes de dépôt

Les contrats qui ne satisfont pas à toutes les exigences formulées en matière de transfert des risques sont comptabilisés comme dépôts. Les montants correspondant aux dépôts sont ajustés en fonction des versements reçus et effectués ainsi que de l'amortissement ou de l'augmentation des intérêts.

Intérêts techniques

Les intérêts techniques comprennent l'intérêt calculé généré sur les investissements couvrant les provisions techniques. Le taux d'intérêt correspond au rendement moyen quinquennal des emprunts d'Etat sur cinq ans, pondéré en fonction des monnaies.

Charges de gestion

Les charges de gestion globales sont affectées aux opérations de réassurance et d'investissement sur une base imputée.

Impôts

Les impôts se réfèrent à l'exercice et incluent les impôts sur les bénéfices et les plus-values, ainsi que les impôts indirects. Les taxes sur la valeur ajoutée sont incluses dans les charges respectives du compte de résultat.

Annexe

Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich

Informations complémentaires sur les comptes annuels

1 Résultat de la réassurance

en millions CHF	Montant brut	Montant rétrocedé	2006 Montant net	Montant brut	Montant rétrocedé	2007 Montant net
Primes émises	19 891	-3 579	16 312	23 788	-4 106	19 682
Variation des primes non acquises	-632	403	-229	-1 160	361	-799
Primes acquises	19 259	-3 176	16 083	22 628	-3 745	18 883
Sinistres et frais de règlement des sinistres	-8 181	1 796	-6 385	-8 276	1 684	-6 592
Variation des sinistres à payer	-4 752	-73	-4 825	-7 177	106	-7 071
Sinistres et frais de règlement des sinistres	-12 933	1 723	-11 210	-15 453	1 790	-13 663
Prestations vie et santé	1 853	-741	1 112	-271	348	77
Variation de la provision pour égalisation	-250	-	-250	-300	-	-300
Commissions fixes	-6 116	657	-5 459	-4 210	579	-3 631
Participations aux bénéfices	-370	43	-327	-385	67	-318
Frais d'acquisition	-6 486	700	-5 786	-4 595	646	-3 949
Autres produits de la réassurance et charges	150	-69	81	-7	-36	-43
Résultat des dépôts d'espèces	1 057	-166	891	1 187	-161	1 026
Autre résultat de réassurance	1 207	-235	972	1 180	-197	983
Frais d'exploitation			-1 379			-1 269
Intérêts techniques			1 095			1 326
Résultat de la réassurance			637			2 088

2 Résultat des investissements

en millions CHF	2006	2007
Produits des investissements immobiliers	90	93
Produits des participations	2 234	2 109
Produits des actions	574	817
Produits des titres à revenu fixe, prêts hypothécaires et autres prêts	789	905
Produits des investissements à court terme	47	56
Produits des services d'investissement	66	88
Plus-values de cession sur investissements	1 631	1 369
Produits des investissements	5 431	5 437
Charges de gestion	-195	-235
Corrections de valeur	-695	-2 432
Moins-values de cession sur investissements	-1 744	-1 508
Charges des investissements	-2 634	-4 175
Intérêts techniques	-1 095	-1 326
Résultat des investissements	1 702	-64

3 Actif de réassurance

en millions CHF	Montant brut	Montant rétrocedé	2006 Montant net	Montant brut	Montant rétrocedé	2007 Montant net
Primes à recevoir et autres créances de réassurance	7 039	256	7 295	9 464	151	9 615
Créances pour dépôts auprès de cédantes	17 698	-	17 698	20 115	-	20 115
Frais d'acquisition reportés	1 256	-153	1 103	1 367	-282	1 085
Actif de réassurance	25 993	103	26 096	30 946	-131	30 815

4 Provisions et dettes nées des opérations de réassurance

en millions CHF	Montant brut	Montant rétrocedé	2006 Montant net	Montant brut	Montant rétrocedé	2007 Montant net
Provisions pour sinistres	46 777	-3 805	42 972	52 433	-3 964	48 469
Provisions techniques vie et santé	12 449	-990	11 459	12 189	-1 136	11 053
Primes non acquises	5 202	-954	4 248	6 129	-1 297	4 832
Provisions pour participations aux bénéfices	565	-13	552	656	-39	617
Provision pour égalisation	250	-	250	550	-	550
Dépôts effectués par les rétrocessionnaires	-	2 574	2 574	403	2 446	2 849
Dettes nées des opérations de réassurance	1 217	1 634	2 851	1 506	2 207	3 713
Provisions et dettes nées des opérations de réassurance	66 460	-1 554	64 906	73 866	-1 783	72 083

5 Fonds propres

Variation des fonds propres

en millions CHF	2006	2007
Fonds propres au 1 ^{er} janvier	12 802	18 409
Dividende de l'exercice précédent	-776	-1 162
Augmentation de capital, prime comprise	4 239	37
Résultat de l'exercice	2 144	1 697
Fonds propres au 31 décembre avant affectation du bénéfice	18 409	18 981
Païement du dividende	-1 218	-1 387¹
Fonds propres au 31 décembre après affectation du bénéfice	17 191	17 594

¹ Proposition du Conseil d'administration à l'Assemblée générale du 18 avril 2008 selon le nombre effectif d'actions en circulation et ouvrant droit à dividende. La différence entre le paiement de dividende proposé durant l'exercice précédent et le paiement de dividende effectif pour l'exercice sous revue est décrite page 220.

Provenance des fonds propres après affectation du bénéfice

en millions CHF	2006	2007
Capital-actions	37	37
Prime d'émission	10 008	10 045
Distribution du bénéfice	6 847	7 213
Autres dotations	299	299
Fonds propres au 31 décembre après affectation du bénéfice	17 191	17 594

Engagements conditionnels

Au 31 décembre 2007, les engagements conditionnels, principalement contractés vis-à-vis des sociétés du Groupe, se montaient à 8 608 millions CHF (2006 : 3 076 millions CHF). On compte par ailleurs 43 engagements sans limitation de montant, dont 41 concernent des sociétés du Groupe. Aucun paiement n'est actuellement attendu dans le cadre de ces engagements.

Engagements locatifs

Les montants totaux des engagements hors bilan résultant de baux d'exploitation pour les cinq années à venir et au-delà étaient les suivants :

en millions CHF	2006	2007
2007	13	-
2008	8	16
2009	3	8
2010	2	5
2011	1	2
après 2011	-	12

Ces engagements se rapportant aux périodes contractuelles non résiliables concernent essentiellement des bureaux et appartements que loue la société.

De plus, un bail financier de matériel informatique est inscrit au bilan. Les actifs et engagements correspondants, qui s'élèvent à 13 millions CHF (2006 : 19 millions CHF), sont comptabilisés sous Actifs corporels et Autres dettes.

Titres déposés

Au jour de clôture du bilan 2007, la valeur des titres déposés en faveur des cédantes et cautionnant les provisions techniques s'élevait à 10 428 millions CHF (2006 : 11 286 millions CHF), dont 5 839 millions CHF auprès de sociétés du Groupe (2006 : 6 906 millions CHF).

Prêts de titres

Au 31 décembre 2007, des titres d'un montant de 5 845 millions CHF (2006 : 5 503 millions CHF) ont été prêtés dans le cadre d'accords sur le prêt de titres, avec le droit pour l'emprunteur de les céder ou de les remettre en gage, dont 4 154 millions CHF à des sociétés du Groupe (2006 : 3 362 millions CHF). Les titres détenus et prêtés par le Swiss Re Institutional Fund, une entité juridique séparée, sont exclus.

Fonds d'investissement

Des actions d'un montant de 5 681 millions CHF (2006 : 5 789 millions CHF) et des titres à revenu fixe d'un montant de 5 333 millions CHF (2006 : 4 607 millions CHF) ont été déposés dans des fonds d'investissement appartenant entièrement aux sociétés du groupe Swiss Re ou à la Caisse de pension Swiss Re. Les titres de ces fonds et leurs produits sont comptabilisés dans la catégorie d'actif correspondante.

Valeur des immobilisations corporelles selon assurance incendie

Au 31 décembre 2007, la valeur assurée des immobilisations corporelles (immeubles et autres valeurs corporelles) s'inscrivait à 2 508 millions CHF (2006 : 2 364 millions CHF).

Engagements vis-à-vis des institutions de prévoyance professionnelle

Les autres engagements comprennent une dette vis-à-vis des fondations de prévoyance professionnelle se montant à 7 millions CHF (2006 : 6 millions CHF).

En outre, une provision de 37 millions CHF a été constituée au 31 décembre 2006 pour les obligations transitoires relatives au passage d'un plan de retraite à prestations définies à un plan à cotisations définies à compter du 1^{er} janvier 2007. Cette provision a été entièrement libérée en 2007.

Emprunts obligataires

Au 31 décembre 2007, les emprunts obligataires suivants étaient en cours :

Instrument	Emission	Monnaie	Valeur nominale en millions	Taux d'intérêt	Jusqu'à la première échéance	Valeur comptable en millions CHF
Emprunt subordonné perpétuel	1999	CHF	600	3,75 %	2011	600

Participations

Les renseignements concernant les participations du groupe Swiss Re figurent aux pages 191 à 196.

Actions auto-détenues

Au 31 décembre 2007, le Groupe possédait 12 334 212 actions auto-détenues (2006 : 287 624). Lors de l'exercice sous revue, 25 277 897 actions auto-détenues (2006 : 2 262 854) ont été acquises à un prix moyen de 101,41 CHF (2006 : 95,21 CHF) et 13 231 309 actions auto-détenues (2006 : 2 181 679) ont été vendues à un prix moyen de 99,19 CHF (2006 : 94,50 CHF).

Compte de dépôt

Les comptes de dépôt ont généré des soldes comptabilisés aux postes suivants :

en millions CHF	2006	2007
Résultat de la réassurance	31	-76
Primes à recevoir et autres créances de réassurance	287	677
Créances pour dépôts auprès de cédantes	182	162
Dépôts effectués par les récessionnaires	-	403
Dettes nées des opérations de réassurance	566	644

Créances et obligations envers les sociétés du groupe Swiss Re

en millions CHF	2006	2007
Primes à recevoir et autres créances de réassurance	2 569	3 353
Créances pour dépôts auprès de cédantes	13 714	13 830
Autres créances	2 996	1 137
Dépôts effectués par les récessionnaires	331	213
Dettes nées des opérations de réassurance	1 198	1 712
Emprunts	345	2 785
Autres dettes	673	445

Capital conditionnel et capital autorisé

Au 31 décembre 2007, le montant total du capital conditionnel de la Compagnie Suisse de Réassurances en circulation s'élevait à 3 208 316 CHF (2006 : 4 649 560 CHF). Un montant de 2 603 928 CHF était réservé pour l'exercice des droits de conversion et pour des warrants octroyés en lien avec des obligations ou des instruments financiers similaires et un montant de 604 388 CHF était réservé à des fins de participation du personnel.

En outre, fin 2007, le capital autorisé avec droits de souscription des actionnaires s'élevait à 1 105 337 CHF.

L'Assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 27 février 2006 a approuvé la création de capital autorisé à hauteur de 9 000 000 CHF ainsi qu'une augmentation du capital conditionnel de 2 000 000 CHF.

Au 31 décembre 2006, un montant de 900 000 CHF était réservé pour l'exercice des droits de conversion et pour des warrants octroyés en lien avec des obligations ou des instruments financiers similaires pour General Electric Company, lequel a été pleinement exercé en 2007.

Variation des réserves latentes

Durant l'exercice sous revue, aucune réserve latente nette sur investissements et sur provisions n'a été libérée (2006 : diminution nette de 159 millions CHF).

Principaux actionnaires

Au 31 décembre 2007, deux actionnaires détenaient une participation dépassant le seuil de 3 % du capital-actions de la Compagnie Suisse de Réassurances.

a. La Compagnie Suisse de Réassurances, Mythenquai 50/60, 8022 Zurich, Suisse, détenait un total de 23 964 732 actions Swiss Re ou 6,47 % du capital-actions. Parmi ces actions, 6 280 930 étaient des actions entièrement libérées détenues pour satisfaire aux objectifs généraux de l'entreprise, 11 678 802 ont été libérées seulement à une valeur nominale et réservées à des fins commerciales et 6 005 000 ont été acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions et soumises à annulation.

b. The Capital Group Companies, Inc., 333 South Hope Street, Los Angeles, Californie, Etats-Unis (Capital Group), a annoncé le 4 décembre 2007, qu'il détenait, à travers des acquisitions opérées par des sociétés de son groupe, à titre de gérant délégué pour des fonds de placement et pour le compte de clients, 19 364 301 actions nominatives de Swiss Re. Capital Group détient donc 5,23 % des droits de vote de la Compagnie Suisse de Réassurances qui peuvent être exercés indépendamment des propriétaires réels.

Après le 31 décembre 2007 et au 22 février 2008, deux actionnaires supplémentaires détenaient chacun plus de 3 % du capital-actions de la Compagnie Suisse de Réassurances.

c. Credit Suisse Group, Paradeplatz 8, 8070 Zurich, Suisse, a informé la Compagnie Suisse de Réassurances le 21 février 2008 qu'au 15 février 2008, il détenait un total de 3,40 % des droits de vote de la Compagnie Suisse de Réassurances par l'intermédiaire d'acquisitions, par un certain nombre des sociétés de son groupe, d'actions nominatives, de droits de conversion, de droits d'achat d'actions et de droits de vente de participations.

d. Berkshire Hathaway Inc., 3555 Farnam Street, Omaha, NE 68131, Etats-Unis, a informé la Compagnie Suisse de Réassurances le 22 janvier 2008 qu'à cette même date, elle détenait par l'intermédiaire de sa filiale, Columbia Insurance Company, 3024 Harney Street, Omaha, NE 68131, Etats-Unis, 11 250 000 actions nominatives, soit 3,03 % des droits de vote de la Compagnie Suisse de Réassurances.

Renseignements concernant le personnel

Au jour de clôture du bilan, la Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich, comptait 3 802 collaborateurs dans le monde (2006 : 3 745). La masse salariale relative à l'exercice 2007 s'est élevée à 1 009 millions CHF (2006 : 1 187 millions CHF).

Dans le cadre de l'intégration de GE Insurance Solutions, des charges de restructuration de 59 millions CHF ont été comptabilisées en 2006. Au 31 décembre 2007, une provision pour restructuration correspondante de 4 millions CHF (2006 : 34 millions CHF) restait dans les comptes de la Compagnie.

Rémunération du management

Les nouvelles règles édictées par le droit suisse des sociétés concernant la publication d'informations sur la rémunération des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction de la Compagnie Suisse de Réassurances, Zurich, ainsi que de leurs proches, sont détaillées aux pages 177 à 182.

Contribution aux frais de gestion

En 2007, des frais de gestion à hauteur de 152 millions CHF (2006 : 170 millions CHF) ont été imputés aux sociétés du Groupe et comptabilisés en valeur nette sous Frais d'exploitation et Charges des investissements.

Changement de principes comptables relatifs aux provisions techniques vie et santé

En 2006, la méthode d'évaluation des provisions techniques vie et santé a été modifiée afin de garantir la cohérence des engagements de la Compagnie et donc d'améliorer la précision et la comparabilité des évaluations des différentes lignes. L'impact lié à la transition, qui se monte à 92 millions CHF, est inclus dans le compte de résultat 2006.

Alignement de l'architecture d'applications du segment Vie et Santé

En 2007, la Compagnie a mis en œuvre un nouveau système de comptabilité technique et de reporting financier pour les affaires vie et santé. Ce système est aligné sur l'architecture d'applications du segment Dommages, RC et Accidents. En conséquence, la publication des estimations dans le bilan a subi des modifications.

Lors des exercices précédents, les estimations des primes émises, des sinistres et des participations aux bénéficiaires ont été indiquées en valeur nette dans les autres créances de réassurance ou les dettes nées des opérations de réassurance. En 2007, les estimations des sinistres et des participations aux bénéficiaires attendus ont été indiquées respectivement dans les provisions pour sinistres survenus mais non encore déclarés et les provisions pour participations aux bénéficiaires. Cela a conduit à une augmentation des provisions pour sinistres de 734 millions CHF, des provisions pour participations aux bénéficiaires de 105 millions CHF, ainsi qu'à une hausse correspondante des créances de réassurance et des dettes nées des opérations de réassurance de 839 millions CHF. Les estimations de primes émises et de commissions fixes comptabilisées continuent d'être indiquées dans les créances de réassurance ou les dettes nées des opérations de réassurance.

La modification des modèles et hypothèses d'estimation n'a pas eu d'impact notable lié à la transition. Aucun retraitement des chiffres précédemment communiqués au titre de l'exercice 2006 n'a été effectué.

6 Événement subséquent

Le 27 février 2008, une action dite «putative class action» dans la sphère financière a été intentée devant le Tribunal fédéral du district sud de New York, aux États-Unis, contre Swiss Re Zurich et plusieurs de ses dirigeants invoquant des déclarations fausses et mensongères en relation avec la moins-value mark-to-market annoncée le 19 novembre 2007. L'entreprise entend se défendre avec vigueur contre cette action.

Proposition d'affectation du bénéfice

L'Assemblée générale, qui se tiendra le 18 avril 2008 à Zurich, disposera du bénéfice suivant:

en CHF	2006	2007
Report de bénéfice	7 895 490	64 760 537
Bénéfice de l'exercice	2 144 273 601	1 697 024 261
Bénéfice disponible	2 152 169 091	1 761 784 798

Structure du capital-actions	Nombre d'actions nominatives	Capital-actions en CHF
Pour l'exercice 2007		
- actions ouvrant droit à dividende	346 665 966	34 666 596
- actions sans droit à dividende	23 720 789	2 372 079
Nombre d'actions émises	370 386 755	37 038 675

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale d'utiliser le bénéfice disponible comme suit:

en CHF	2006	2007
Dividende	1 162 408 554 ¹	1 386 663 864²
Dotations des autres réserves	925 000 000	370 000 000
Report à nouveau	64 760 537 ¹	5 120 934
Bénéfice disponible	2 152 169 091	1 761 784 798

¹ Le nombre d'actions nominatives ouvrant droit à dividende à la date du paiement du dividende a diminué depuis la proposition d'affectation du bénéfice en date du 1^{er} mars 2007 en raison de l'effet net du rachat de 16 650 479 actions auprès de General Electric et de l'émission de 279 119 nouvelles actions nominatives à partir des options exercées. Il en a résulté un dividende inférieur de 55 662 625 CHF par rapport à la proposition du Conseil d'administration ainsi qu'un report de bénéfice plus important pour le même montant.

² Proposition du Conseil d'administration à l'Assemblée générale du 18 avril 2008 selon le nombre effectif d'actions en circulation et ouvrant droit à dividende.

Dividende

Si la proposition du Conseil d'administration est approuvée, un dividende de 4,00 CHF par action sera versé.

Après déduction de l'impôt anticipé de 35 %, le dividende sera mis en paiement à partir du 23 avril 2008 par versement aux actionnaires inscrits au Registre des actions ou à leurs banques dépositaires.

Zurich, le 28 février 2008

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée générale des actionnaires
de la Compagnie Suisse de Réassurances
Zurich

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié la comptabilité et les comptes annuels (compte de résultat, bilan et annexe/pages 207 à 219) de la Compagnie Suisse de Réassurances pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2007.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au conseil d'administration alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels ainsi que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers AG

David J.A. Law
Réviseur responsable

Dawn M. Kink

Zurich, le 28 février 2008

Exercices 1998 – 2007

en millions CHF	1998 ¹	1999 ¹	2000 ¹	2001 ¹	2002 ¹	2003 ¹	2004 ¹	2005	2006 ²	2007
Compte de résultat										
Produits										
Primes acquises	16 727	18 051	22 081	25 219	29 058	30 740	29 439	26 891	29 515	31 664
Produit des commissions								881	879	955
Résultat financier, net	3 131	3 846	4 802	5 765	5 494	4 606	4 857	6 137	7 991	10 692
Plus-values/moins-values de cession sur investissements, nettes	2 509	3 588	4 275	2 665	-730	376	1 116	3 474	2 106	-739
Courtages					228	472	438	346		
Autres produits	286	246	395	455	365	236	243	283	280	302
Total des produits	22 653	25 731	31 553	34 104	34 415	36 430	36 093	38 012	40 771	42 874
Charges										
Sinistres et frais de règlement des sinistres	-8 514	-9 333	-12 153	-16 266	-14 485	-14 898	-13 853	-14 758	-11 799	-12 065
Prestations vie et santé	-4 881	-6 200	-7 478	-8 532	-10 084	-9 085	-9 331	-8 668	-9 594	-11 112
Intérêts crédités aux preneurs d'assurance								-3 019	-2 827	-2 120
Frais d'acquisition	-3 661	-3 973	-4 883	-5 658	-6 220	-6 854	-6 325	-5 927	-6 079	-6 499
Amortissement du goodwill	-91	-211	-310	-368	-350	-315	-277			
Autres coûts et charges	-2 698	-2 785	-3 074	-3 384	-3 240	-2 942	-2 940	-3 081	-4 616	-5 891
Total des charges	-19 845	-22 502	-27 898	-34 208	-34 379	-34 094	-32 726	-35 453	-34 915	-37 687
Bénéfice/perte avant impôts										
sur bénéfices	2 808	3 229	3 655	-104	36	2 336	3 367	2 559	5 856	5 187
Impôts sur les bénéfices	-647	-783	-689	-61	-127	-634	-892	-255	-1 296	-1 025
Bénéfice/perte, net activités ordinaires	2 161	2 446	2 966	-165	-91	1 702	2 475	2 304	4 560	4 162
Produits extraordinaires		450								
Charges extraordinaires		-450								
Bénéfice/perte, net(te)	2 161	2 446	2 966	-165	-91	1 702	2 475	2 304	4 560	4 162
Bilan										
Actif										
Investissements	69 589	85 684	89 584	95 888	86 728	90 653	108 023	130 601	204 238	227 812
Autres actifs	38 748	44 516	53 056	74 342	75 129	79 045	76 417	90 698	87 062	79 475
Total de l'actif	108 337	130 200	142 640	170 230	161 857	169 698	184 440	221 299	291 300	307 287
Passif										
Provisions pour sinistres et frais de règlement des sinistres	45 866	54 072	59 600	68 618	62 652	63 474	61 619	71 759	95 011	88 528
Provisions techniques vie et santé	15 143	23 279	29 300	41 370	37 269	37 244	43 239	31 081	44 899	50 026
Primes non acquises	3 174	4 251	6 131	6 399	6 754	6 457	5 748	6 563	8 025	7 722
Autres engagements	19 142	18 819	19 764	24 200	32 833	39 205	49 361	81 651	97 743	105 807
Dettes à long terme	5 049	4 947	5 058	7 045	5 663	4 807	5 296	5 852	14 738	23 337
Total du passif	88 374	105 368	119 853	147 632	145 171	151 187	165 263	196 906	260 416	275 420
Fonds propres	19 963	24 832	22 787	22 598	16 686	18 511	19 177	24 393	30 884	31 867
Bénéfice/perte par action, en CHF	7,35*	8,55*	10,39*	-0,57	-0,29	5,48	8,00	7,44	13,49	11,95

* Chiffres réévalués en fonction du fractionnement des actions 20:1

¹ Chiffres basés sur les anciens principes comptables du Groupe² Courtages inclus dans le résultat financier net; les dettes à long terme incluent également les dettes de Marchés Financiers